

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

RECUEIL DE SUJETS

ORAL DE CONTROLE

Spécialité
Sciences sociales et politiques

Coefficient 9

Session 2016

Académies de Rennes-Nantes-Poitiers-Bordeaux-Limoges

Avant-propos

Le fascicule de sujets d'oral pour les épreuves du baccalauréat 2016 regroupe les contributions des académies de Rennes, Nantes, Poitiers, Limoges et Bordeaux.

Nous demandons aux examinateurs d'interroger les candidats à l'oral de contrôle sur les seuls sujets figurant dans le fascicule d'enseignement spécifique (pour les candidats n'ayant pas choisi la spécialité Economie approfondie ou Sciences sociales et politiques) **et dans le fascicule d'enseignement de spécialité approprié** (Economie approfondie ou Sciences sociales et politiques).

Nous vous invitons à relire la **réglementation relative aux épreuves du baccalauréat** pour favoriser une évaluation équitable des candidats et éviter des recours contentieux qui portent préjudice à l'image du service public d'éducation.

Pour faciliter le déroulement des épreuves orales, vous trouverez une fiche détachable que **vous pourrez coller à la porte de la salle d'examen.**

Nous rappelons que chaque candidat a le choix entre deux sujets dont les **questions principales portent sur des champs différents du programme** (science économique ; sociologie ; regards croisés).

Pour rendre possibles les **calculs éventuels** (question principale ou question complémentaire sur les savoir-faire), il est demandé à l'examineur de se munir de **deux calculatrices basiques** qui seront prêtées aux candidats le temps de l'épreuve.

Concernant le déroulement de l'épreuve :

- l'exposé, d'une durée maximum de dix minutes, ne doit pas être interrompu au-delà d'éventuelles relances pour aider un candidat en difficulté ;
- le reste du temps d'épreuve est consacré aux réponses aux trois questions complémentaires simples pour une durée totale maximale de dix minutes ;
- dans le cas où le temps total imparti (20 mn) n'est pas complètement utilisé par le candidat, l'examineur le sollicite de nouveau sur la question principale de préférence et ou sur les questions complémentaires. Il est entendu que **les questions posées alors ne portent que sur les attentes du programme officiel** et ne peuvent être qu'en faveur du candidat ;
- l'examineur ne donne pas d'éléments de corrigé.

Enfin, à l'issue de l'épreuve, il convient de s'assurer que les candidats restituent les sujets ainsi que la calculatrice.

Thierry JEANMOUGIN- Christian FEYTOUT-Denis MARTIN
IA-IPR de Sciences économiques et sociales

Bulletin officiel spécial n°7 du 6 octobre 2011

Durée : 20 minutes

Temps de préparation : 30 minutes

Le candidat a le choix entre deux sujets dont les questions principales portent sur des champs différents du programme (science économique ; sociologie ; regards croisés).

La question principale, notée sur 10 points, prend appui sur deux documents courts, simples et de nature différente (texte de 1 300 signes au maximum ; documents statistiques de 65 données chiffrées au maximum). Le sujet comporte également trois questions simples, notées sur 10 points, dont l'une, en lien avec l'un des deux documents, porte sur la maîtrise des outils et savoir-faire nécessaires et dont les deux autres permettent de vérifier la connaissance par le candidat des notions de base figurant dans d'autres thèmes du programme. Pour les candidats ayant suivi l'un des enseignements de spécialité économie approfondie et sciences sociales et politiques, ces deux questions concernent obligatoirement cet enseignement.

Sciences Économiques et Sociales

Second groupe

Conditions de l'épreuve :

Temps de préparation : 30 minutes

Temps de passage : 20 minutes

Quelques conseils

- Traitez la question générale sous forme d'un exposé structuré de dix minutes au maximum.
- Après votre exposé, répondez aux questions complémentaires suivant l'ordre proposé.
- Vous devez montrer que vous avez étudié sérieusement votre cours et que vous êtes capables de mobiliser vos connaissances.
- La politesse, la bonne volonté, la conviction sont des éléments qui joueront en votre faveur.

Proposition de grille d'évaluation de l'épreuve orale de contrôle

N°Matricule		Heure de début de préparation	
Nom :		Heure de début d'interrogation	
Prénom :		Heure de fin d'interrogation :	

Sujet choisi :	
Sujet rejeté :	
Question principale :	Appréciation (très bien, bien, moyen, insuffisant, très insuffisant)
Qualité de l'expression orale	
Capacité du candidat à présenter un raisonnement structuré qui répond à la question principale	
Mobilisation de connaissances de base en relation avec le sujet	
Mobilisation des informations du dossier documentaire pertinente au regard du raisonnement suivi	
Questions complémentaires	
1. Savoir-faire :	
2. Connaissances :	
3. Connaissances :	
Appréciation générale, remarques diverses (ensemble de la prestation du candidat) :	
Note question principale / 10 pts :	
Note questions complémentaires / 10 pts :	
Question 1 :	
Question 2 :	
Question 3 :	
Note :	
Informations du livret scolaire (à découvrir uniquement lors de la délibération) :	
Note définitive :	

Grille à conserver jusqu'au mois de novembre de l'année courante (nécessaire en cas de contestation)

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que l'accumulation du capital, sous ses différentes formes, est source de croissance économique

Document 1 :

Le capital humain englobe les connaissances, les qualifications et des caractéristiques personnelles telles que la persévérance. Pour les individus, l'investissement dans le capital humain procure un rendement économique en augmentant à la fois les taux d'emploi et les revenus du travail. [...] Outre les avantages dont profitent les individus, l'investissement dans le capital humain peut être bénéfique pour l'économie dans son ensemble. [...] Des travaux très récents de l'OCDE ont contribué à apporter des éclaircissements à cet égard et ont montré que dans les pays membres une année supplémentaire d'études aboutit, en moyenne et à long terme, à un accroissement de la production par habitant de 4 à 7 pour cent... et semble améliorer la santé, le bien-être et l'encadrement des enfants par leurs parents.

Source : OCDE, 2011. « Du bien-être des nations : le rôle du capital humain et social », résumé.

Document 2 :

Demandes de brevets déposées dans l'UE auprès de l'Office européen des brevets en 2007

	Ensemble des brevets		Brevets de haute technologie	
	Nombre	Par million d'habitants	Nombre	Par million d'habitants
Allemagne	24 138	293	3 203	39
France	8 485	133	1 939	30
Grèce	112	10	14	1
UE à 27	58 258	118	10 013	20

Source : Eurostat

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Calculez la part des brevets déposés par l'Allemagne dans le total des brevets déposés dans l'UE à 27 (document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Quelles sont les caractéristiques d'un régime politique parlementaire ?	4 pts
3	Qu'est-ce qu'un répertoire d'action politique ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que le progrès technique est source de croissance économique.

Document 1 : Taux de croissance annuel moyen du PIB en volume (en %) et contribution moyenne des facteurs à la croissance (en point de PIB) sur la période : 1985-2009¹

	PIB En volume	Facteur capital	Facteur travail	Productivité globale des facteurs
Corée du Sud	6.1	1.7	0.6	3.8
Espagne	2.9	1.2	1.3	0.4
Etats-Unis	2.6	0.9	0.7	1.0
Finlande	<u>2.1</u>	0.5	-0.2	<u>1.8</u>
France	1.9	0.7	0.0	1.1
Japon	2.0	0.9	-0.4	1.5

Source : OCDE

Lecture : En Finlande, le facteur capital a contribué positivement à hauteur de 0,5 point de pourcentage à l'augmentation du PIB.

1. Les totaux des données des colonnes 3 à 5 peuvent ne pas être égaux aux données de la colonne 2 en raison des arrondis.

Document 2 :

Le progrès technique améliore la productivité globale des facteurs de production [...]. Dans les analyses néoclassiques, par exemple pour Robert M. Solow, le progrès technique est un résidu de la fonction de production, c'est-à-dire la part inexpliquée de la croissance une fois prise en compte l'augmentation quantitative des facteurs de production. A cette vision où le progrès technique est dit autonome (distinct des deux facteurs, travail et capital) et exogène (indépendant des choix d'investissement et de travail des agents), se sont opposées des analyses où le progrès technique est endogène, c'est-à-dire généré par l'activité économique des agents. Ce caractère endogène du progrès technique a été confirmé par la théorie de la croissance endogène de Paul M. Romer qui, dans les années 1980, a insisté sur les fortes externalités positives du progrès technique. [...] Cet effet du progrès technique transite par la productivité croissante qu'il génère [et donc par la] baisse des prix [et la] hausse des salaires et des profits [qui en découlent].

René REVOL (dir.), Dictionnaire des sciences économiques et sociales, Hachette, 2002

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez la signification des deux données soulignées. (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Présentez des variables lourdes du comportement électoral	4 pts
3	Que signifie le pluralisme politique ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 3

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que le facteur travail et capital n'est pas la seule source de la croissance économique.

Document 1 : Contribution des différents facteurs à la croissance, sur la période 1985-2009

	PIB ¹	Facteur capital ²	Facteur travail ²	Productivité globale des facteurs ²
Corée du Sud	6,1	1,7	0,6	3,8
Espagne	2,9	1,2	1,3	0,4
Etats-Unis	2,6	0,9	0,7	1,0
France	<u>1,8</u>	0,7	0,0	<u>1,1</u>
Japon	2,0	0,9	-0,4	1,5

1 : Taux de croissance annuel moyen

2 : Contributions en points de %

Source : données OCDE.

Document 2 :

Épargne, investissement, innovations, capacité d'un contexte politique, juridique, économique et social à assurer des externalités positives et à produire de la connaissance, capacité de ce même contexte à garantir une formation en capital humain et un marché du travail efficace pour susciter en même temps qu'accompagner l'évolution technologique : la croissance est le résultat d'une conjonction de facteurs.

Ainsi, peut-on schématiquement distinguer aujourd'hui une croissance à la chinoise fondée sur l'accroissement des facteurs utilisés et une croissance à l'américaine explicable par les innovations et par le dynamisme de la demande intérieure.

Source : David Cole, *Quelle croissance ?*, Rapport Anteios, 2011, PUF, coll. « Major », 2011.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faire une lecture des deux données soulignées. (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Présentez le mode de scrutin proportionnel.	3 pts
3	Présentez deux variables lourdes qui ont un impact sur le comportement électoral.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 4

***Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que les facteurs travail et capital ne sont pas les seules sources de la croissance économique.

Document 1 : Taux de croissance annuel moyen du PIB (en %) et contribution des facteurs à la croissance économique entre 1985 et 2010 (en points de %) dans quelques pays de l'OCDE

	Taux de croissance annuel moyen entre 1985 et 2010	Contribution à la croissance du PIB, en points de %		
		PIB	Facteur capital	Facteur travail
FRANCE	1,8	0,7	0,1	1
IRLANDE	4,4	0,9	0,9	2,6
ETATS-UNIS	2,6	0,8	0,7	1,1
ITALIE	1,4	0,8	0,2	0,4
BELGIQUE	2,3	0,7	0,3	1,3
COREE DU SUD	6,1	1,7	0,6	3,8

Source : OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques)

Document 2 :

Article L611-1

Toute invention peut faire l'objet d'un titre de propriété industrielle délivré par le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle qui confère à son titulaire ou à ses ayants cause un droit exclusif d'exploitation. [...]

Article L611-2

Les titres de la propriété industrielle protégeant les inventions sont : les brevets d'invention, délivrés pour une durée de vingt ans à compter du jour de dépôt de la demande ; les certificats d'utilité, délivrés pour une durée de six ans à compter du jour du dépôt de la demande ; les certificats complémentaires de protection rattachés à un brevet [...] prenant effet au terme légal du brevet auquel ils se rattachent pour une durée ne pouvant excéder sept ans à compter de ce terme et dix-sept ans à compter de la délivrance de l'autorisation de mise sur le marché mentionnée à ce même article. [...]

Source : D'après Code de la propriété industrielle, Legifrance, 2013

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comment retrouve-t-on le chiffre 1,8 pour la France à l'aide des contributions à la croissance (document 1) ?	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Quelles sont les caractéristiques d'un régime présidentiel ?	4 pts
3	Illustrez la notion de répertoires d'action politique.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales

Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 5

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

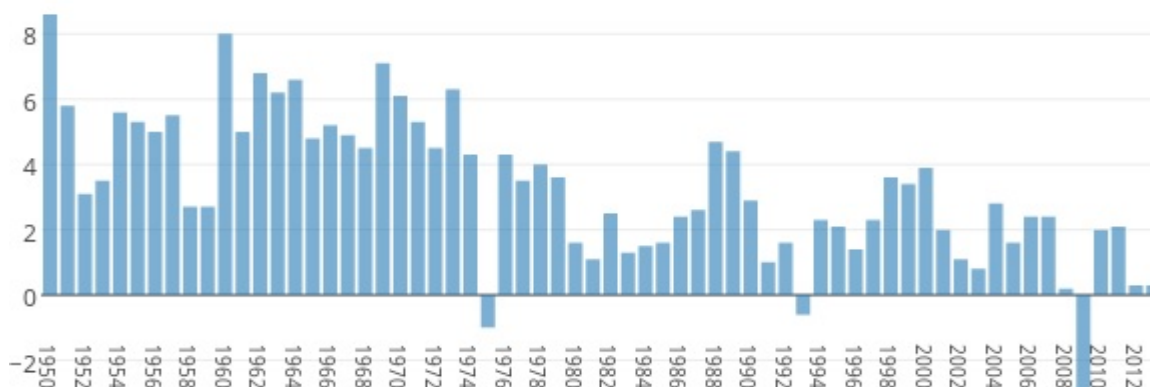
Comment les variations de demande peuvent-elles entraîner des fluctuations économiques?

Document 1 :

On appelle choc de demande un événement qui déplace la courbe de demande globale, tel que la modification des anticipations ou de la richesse ou l'utilisation de la politique budgétaire ou monétaire. La crise de 1929 fut un choc de demande négatif et la dépression prit fin grâce à un choc de demande positif — l'énorme augmentation des dépenses de l'État au cours de la Seconde Guerre mondiale. En 2008, l'économie américaine connut un autre choc de demande négatif important au moment où le marché immobilier passa de la hausse à la baisse, amenant les consommateurs et les firmes à réduire leurs dépenses.

Source : D'après Paul Krugman, Robin Wells, Macroéconomie, De Boeck Supérieur, 2009

Document 2 : Croissance du PIB réel en France, 1950-2012.



Source : INSEE, Comptes nationaux, 2015

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase donnant la signification de la donnée de 2009 (document 2).	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Qu'est-ce que la démocratie délibérative ?	3 pts
3	Présentez deux éléments explicatifs de la progression de l'abstention électorale.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

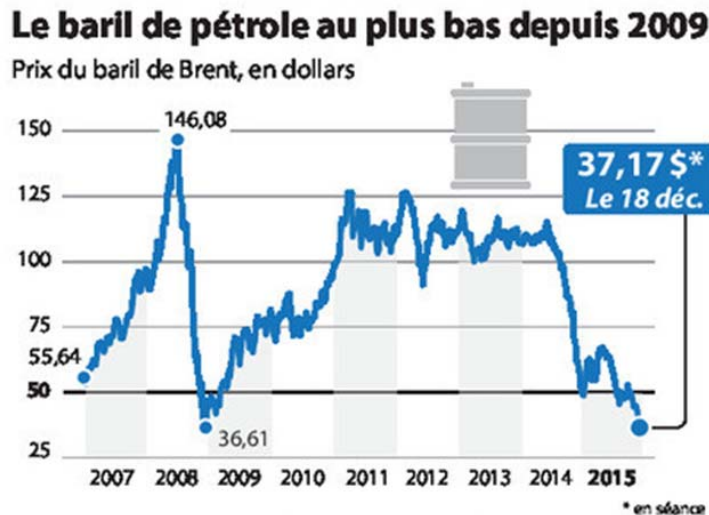
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 6

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Comment un choc d'offre peut-il être à l'origine de fluctuations économiques ?

Document 1 :



Source : FMI, 2016

Document 2 :

La Russie, deuxième exportateur mondial de pétrole, est susceptible de perdre quelque 135 milliards de dollars cette année en raison de la chute des prix du brut, relève l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) dans son rapport mensuel publié lundi. Avec un prix moyen de "55 dollars le baril pendant un an, la Russie gagnerait quelque 135 milliards de dollars de moins en 2015 qu'en 2014", soit "l'équivalent de 10% du Produit intérieur brut", calcule le cartel. [...] Ce contexte fait peur aux investisseurs internationaux. Or "la fuite des investisseurs entraîne une baisse de la demande de monnaie nationale et un effondrement de son taux de change. Par ricochet, l'inflation grimpe fortement dans le pays", explique à l'AFP l'économiste Charles Wyplosz, professeur à l'Institut de hautes études internationales de Genève. Les conséquences de l'affaiblissement de la monnaie nationale sont déjà très concrètes, la hausse des prix approche déjà 10% sur un an et promet de s'envoler encore.

Source : <http://www.challenges.fr>

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Mesurez la baisse du prix du baril de pétrole en % entre le début de l'année 2014 et la fin de l'année 2015	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Définissez la notion de démocratie représentative.	3 pts
3	Présentez deux variables lourdes qui expliquent le comportement électoral.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle – Sciences Sociales et Politiques (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 7

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Expliquez en quoi la baisse du cours du pétrole peut constituer un choc positif pour la croissance.

Document 1 :

Pour un pays importateur de pétrole comme la France, une baisse prononcée du prix du baril entraîne à court terme une baisse de l'inflation, ce qui permet d'augmenter la consommation des ménages via la hausse de leur pouvoir d'achat (effets de « premier tour »). La baisse des prix du baril se diffuse également aux prix de production, via les consommations intermédiaires, et aux salaires via la boucle prix-salaire (effets de « second tour ») ; elle accroît les marges des entreprises via l'amélioration des termes de l'échange.

Des effets extérieurs s'ajoutent à ces mécanismes intérieurs : les pays exportateurs de pétrole souffrent d'une diminution de leurs ressources et la demande qu'ils adressent à la France diminue. A l'inverse, le surcroît d'activité dans les autres pays importateurs bénéficiant de la baisse du prix du pétrole les conduit à augmenter leurs importations. Du fait de la structure du commerce extérieur de la France, ce deuxième effet l'emporte : les exportations françaises augmentent, entraînées par une demande mondiale plus dynamique.

INSEE Première – Décembre 2014 – Pétrole et matières premières

Document 2 : Cours du baril de pétrole en dollar



Source : Le point.fr, 05/01/2015.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	A l'aide d'un calcul, montrez l'évolution du cours du baril de pétrole entre 1999 et 2008.	3 pts
---	---	-------

Questions complémentaires de connaissances (Sciences Sociales et Politiques) : 7 points

2	Expliquez les principaux obstacles à la parité femme-homme en politique.	4 pts
3	Présentez deux explications de l'abstention électorale.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 8

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Mettez en évidence le rôle de la demande globale dans les fluctuations économiques.

Document 1 : contributions à la croissance du PIB en France en volume selon les différentes composantes de la demande globale

Contributions en points de %	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale	1,8	0,5	0,7	1,3	0,5	0,2	0,6
Formation brute de capital fixe	1,2	0,2	- 2,1	0,5	0,5	0,1	- 0,2
Exportations de biens et services	0,8	0,1	- 3,1	2,2	1,8	0,3	0,6
Importations de biens et services	- 1,6	- 0,4	2,8	-2,3	- 1,8	0,4	- 0,5
Variation de stocks	0,2	-0,2	- 1,1	0,3	1,1	- 0,6	- 0,2
Produit intérieur brut (variation en %)	2,4	0,2	- 2,9	2,0	2,1	0,3	0,3

Source : INSEE, 2014.

Document 2 :

La crise des *subprimes* qui éclate en juillet 2007 a mis en valeur les risques qu'il y avait à accorder des crédits à des ménages pauvres en période de hausse des taux d'intérêt. Les pertes subies par les banques et surtout le fait que ces pertes n'aient pas été immédiatement localisées ont provoqué une méfiance généralisée. Cela s'est traduit par une crise de liquidités. Les banques ne trouvaient plus sur le marché interbancaire les liquidités dont elles avaient besoin. A cette crise de liquidité, s'est ajouté un autre problème(...) Cela a conduit les banques à être plus sélectives dans le choix de leurs nouveaux clients et souvent à refuser à des anciens clients les facilités bancaires qu'elles pouvaient leur accorder jusque là. Cette vigilance accrue a pénalisé les ménages peu fortunés qui voulaient acheter une voiture ou un logement. Premières touchées par la baisse de la demande, les entreprises du bâtiment et des travaux publics et de l'industrie automobile, ont réduit leurs effectifs. Dans toutes les branches de l'économie, les entreprises ont revu à la baisse leurs investissements et parfois ont fait faillite en raison d'une diminution de la demande et d'une restriction du crédit. (...)

Source : M.Montoussé, H.Bourachot, G.Renouard, J.L Retel , la crise financière de 2008, la crise de l'économie réelle, 100 fiches pour comprendre la bourse et les marchés financiers Bréal 2010

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase avec la donnée soulignée. (cf document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7points

2	Comment les partis politiques agissent-ils pour mobiliser les électeurs ?	4 pts
3	Qu'est-ce que le vote sur enjeu ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité SSP (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 9

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Quels sont les effets attendus du libre échange ?

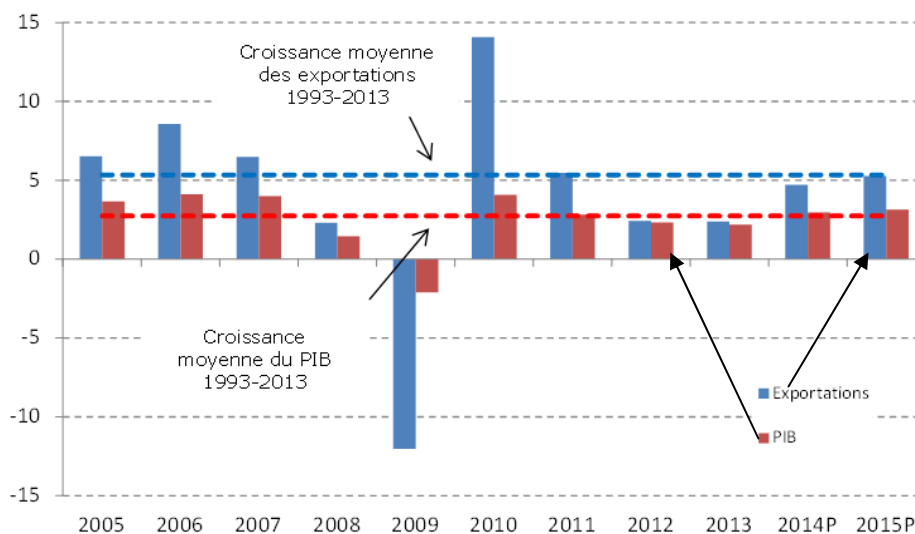
Document 1 :

Le Partenariat Transpacifique (TPP) a accouché d'un accord de principe, lundi 5 octobre (entre) les représentants des douze pays concernés (États-Unis, Canada, Mexique, Chili, Pérou, Japon, Malaisie, Vietnam, Singapour, Brunei, Australie et Nouvelle-Zélande) (...) L'enjeu du TPP est multiple. D'abord, en harmonisant les normes et en abaissant les droits de douane, il est censé doper les échanges commerciaux entre les douze pays de part et d'autre du Pacifique. Ceux-ci représentent environ les deux cinquièmes du commerce mondial. Concernant les normes, le traité tend à aligner sur les standards occidentaux la notion de propriété intellectuelle. (...) L'accord prévoit en outre la disparition de 18 000 droits de douane auxquels étaient assujetties les exportations américaines en direction de ses onze partenaires dans des secteurs aussi divers que l'industrie mécanique, les technologies de l'information, la chimie ou les produits agricoles. Par ailleurs, un chapitre est consacré à l'élévation des normes en termes de droit du travail dans des pays comme le Vietnam, la Malaisie et Brunei.

Source : Le Monde.fr 5 octobre 2015

Document 2 : Croissance en volume des exportations mondiales de marchandises et du PIB, 2005-2015^a

Variation annuelle en %



* les données pour 2014 et 2015 sont des projections

Source: Secrétariat de l'OMC. 14 04 2014

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Exprimez précisément la signification des données concernant l'année 2009 (document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Comment se transmet la culture politique ?	3 pts
3	Pourquoi peut-on dire que le régime politique français est semi-présidentiel ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales

Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité SSP (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 10

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Quels sont les facteurs influençant la stratégie d'implantation des firmes multinationales?

Document 1 : Taux de variation annuel de la productivité globale des facteurs et coût de l'heure de travail en 2013

	Taux de variation de la productivité globale des facteurs en %	Coût de l'heure de travail en euros(1)
France	1.0	35.2
Allemagne	0.4	31.93
Royaume-Uni	0.3	24.49
Espagne	-0.1	20.92

(1) : industrie et services marchands.

Source : OCDE

Document 2 :

La marque française de skis Rossignol poursuit sa politique de relocalisation en annonçant le retour sur le sol français d'une partie de sa production réalisée en Asie, une stratégie justifiée par la meilleure compétitivité de la France. En 2013, c'est son usine ultra-moderne de Sallanches (Haute-Savoie) qui va prendre en charge la fabrication de 20.000 paires de skis Junior jusqu'alors fabriquées à Taïwan. [...] Pour le groupe, ce choix industriel est justifié par des arguments économiques de rentabilité, [...] "Le coût des produits, l'agilité de la production, la proximité des marchés, au regard de ces trois critères, il nous est apparu indispensable de relocaliser notre production", explique Bruno Cercley, le président du groupe Rossignol. "On est plus compétitif en France qu'à Taïwan", ajoute-t-il. "La matière première représente plus de 70% du coût de nos produits, et comme elle vient d'Europe, il revient très cher de la transporter en Asie puis de la ramener en Europe. "Autre argument en faveur de la relocalisation: l'"agilité" de la production, c'est-à-dire le fait de rassembler sur un même site toute la chaîne industrielle, de la recherche à la production, en passant par la mise au point, la fabrication de prototypes et la logistique [...]. Enfin, le groupe fait valoir la nécessité de produire au plus près de ses marchés.

Source : Yves Clarisse, <http://www.capital.fr>, le 11/01/2013

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faire une phrase avec chacune des données en gras et soulignées (document 1).	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Donner deux éléments qui différencient le régime parlementaire du régime semi-présidentiel.	4 pts
3	Montrez en quoi la prise de décision à l'échelle européenne obéit au principe de subsidiarité.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Vous montrerez que le libre échange peut présenter des inconvénients.

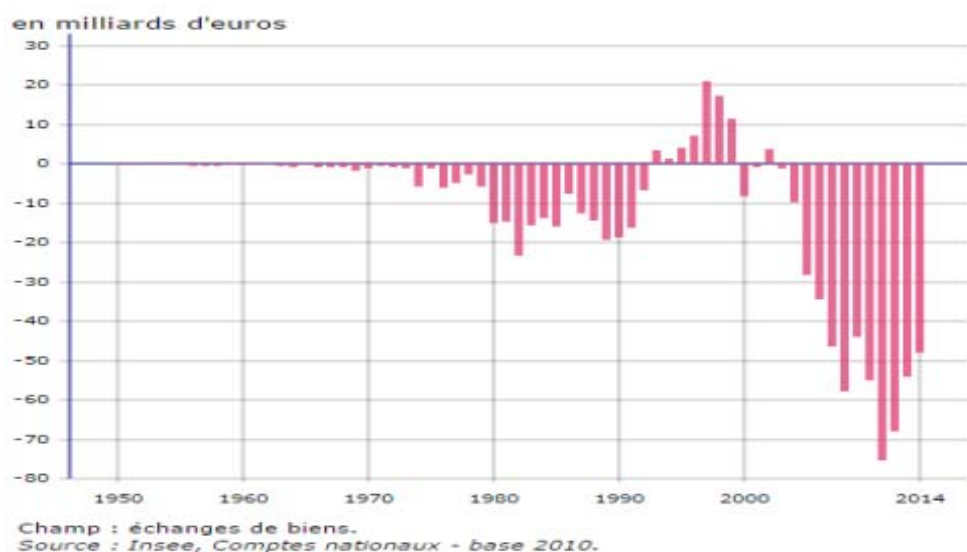
Document 1 -

Dans les pays développés, exposés à la concurrence des pays à bas salaires, la disparition des industries de main d'œuvre s'ajoute au progrès technique pour réduire l'emploi des travailleurs non qualifiés. Ceux-ci doivent accepter de fortes baisses de rémunération et de conditions de travail ou bien se retrouvent au chômage. Les pays où les salariés ont accepté des bas salaires sont des gagnants de la mondialisation. Cependant, la croissance des inégalités en faveur des plus riches (...) aboutit à un déficit structurel de demande.

L'ouverture des frontières met également en péril les solidarités nationales. Les entreprises peuvent pratiquer le « tourisme fiscal », de façon à ne pas avoir à contribuer au coût des infrastructures publiques ou de la formation de leur main d'œuvre. De leur côté, les individus riches peuvent choisir leur lieu de résidence pour réduire leurs impôts. Tandis que les États se font entre eux une dangereuse concurrence fiscale pour attirer les entreprises ce qui pénalise les dépenses publiques et la redistribution. La mondialisation commerciale, enfin, justifie le refus de prendre des mesures fortes pour la transition écologique : les pays qui feraient payer à leurs entreprises le coût des dégâts écologiques les verraient se délocaliser.

Henri Sterdyniak, L'état de l'économie 2015, Alternatives économiques, Hors-série n° 104

Document 2 - Solde de la balance commerciale de la France de 1950 à 2014



Solde de la balance commerciale = exportations - importations

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Lire la donnée « - 48 » en 2014. (document 2)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Comment la socialisation primaire contribue-t-elle à la formation des comportements politiques ?	3 pts
3	Donnez deux éléments qui différencient régime parlementaire et régime présidentiel.	4 pts

**Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.**

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Quels sont les déterminants des choix de localisation des firmes multinationales ?

Document 1 - Flux d'investissements directs à l'étranger (en%)

	1980	1990	2000	2001	2014
Flux entrants					
Economies développées	86 %	83%	82 %	67 %	41 %
Economies en développement ou en transition	14 %	17 %	18 %	33 %	<u>59 %</u>
dont Asie	1 %	11 %	10 %	18 %	38 %
Flux sortants					
Economies développées	95 %	95 %	92 %	90 %	61 %
Economies en développement ou en transition	5 %	5 %	8 %	10 %	39 %

Source : CNUCED, Nations Unies, 2016

Document 2

En août dernier, une annonce d'H&M, le numéro 2 mondial de l'habillement, a fait l'effet d'une bombe. Dépendant lourdement de l'Asie (Chine et Bangladesh en tête) pour ses approvisionnements, le groupe suédois indiquait qu'il testait des fournisseurs éthiopiens. [...]. En Ethiopie, à 50-60 euros par mois, les salaires y sont jusqu'à dix fois moins élevés qu'en Chine, et plus faibles qu'au Kenya, au Lesotho, au Ghana ou au Rwanda. [...] Le gouvernement a bien préparé le terrain aux investisseurs. Accès en franchise aux marchés américain (accord AGOA) et européen, exemptions fiscales pour les groupes étrangers jusqu'à cinq ans, exemption de droits de douane sur l'importation d'équipements et de matériaux, foncier « quasi donné », et prêts à taux très compétitifs à hauteur de 70% de l'investissement, constituent déjà une solide panoplie... Et surtout les effets du « Growth Transformation Plan » (2010-15) qui, s'il a fait du textile une priorité, veut aussi mettre à niveau des infrastructures très déficientes : routes, autoroutes, réhabilitation de la ligne de chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti d'ici deux ans, métro d'Addis-Abeba. [...] La construction du barrage de la Grande Renaissance (6 000 mégawatts) sur le Nil bleu, le fleuve le plus puissant d'Afrique, permettra d'approvisionner enfin correctement le marché en électricité – déjà réputée la moins cher du monde – et d'exporter vers les pays voisins. Objectif final : exporter pour 1 milliard de dollars de textiles en 2016 et créer 40 000 emplois supplémentaires.

Source : Daniel Bastien, Les Echos, le 04/06/2014.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Lire la donnée « 59 » en 2014. (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Quelles sont les caractéristiques d'un régime parlementaire ?	4 pts
3	Illustrez, avec l'exemple du clivage droite/gauche, les différences de cultures politiques.	3 pts

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que les politiques budgétaires, au sein de la zone euro rencontrent des difficultés de coordination.

Document 1 :

Pendant les dix premières années de fonctionnement de la zone Euro, les Etats membres ont tenté de cumuler les avantages d'une monnaie commune avec une complète autonomie budgétaire, fiscale et salariale. Chacun a conduit sa politique sans se soucier de ses effets sur les partenaires et a demandé au budget européen des retours similaires à ses contributions.

Avec la crise, il est apparu aux marchés financiers qu'une union monétaire dépourvue de gouvernement économique et de mécanismes de fédéralisme fiscal et budgétaire n'était pas soutenable.

Source : Marie-Annick Barthe, *Economie de l'Union Européenne, Economica, 4^e édition, 2011*

Document 2 : Indicateurs économiques de la zone Euro en 2014 en %

	Taux de croissance (PIB réel)	Taux d'inflation	Taux de chômage
Allemagne	1.6	0.8	4.8
Espagne	1.4	-0.2	23.7
France	0.2	0.6	10.3
Grèce	0.7	-1.4	25.8
Italie	-0.4	0.2	12.9
Moyenne zone euro (19 pays)	0.9	0.4	11.4

Source : Eurostat 2015, données disponibles sur <http://ec.europa.eu/eurostat>.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

1	Faites une phrase donnant la signification des trois valeurs de l'Allemagne. (document 2)	4 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 6 points

2	Comment la socialisation primaire agit-elle sur les comportements politiques ?	3 pts
3	Qu'est-ce qu'un régime parlementaire ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 14

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

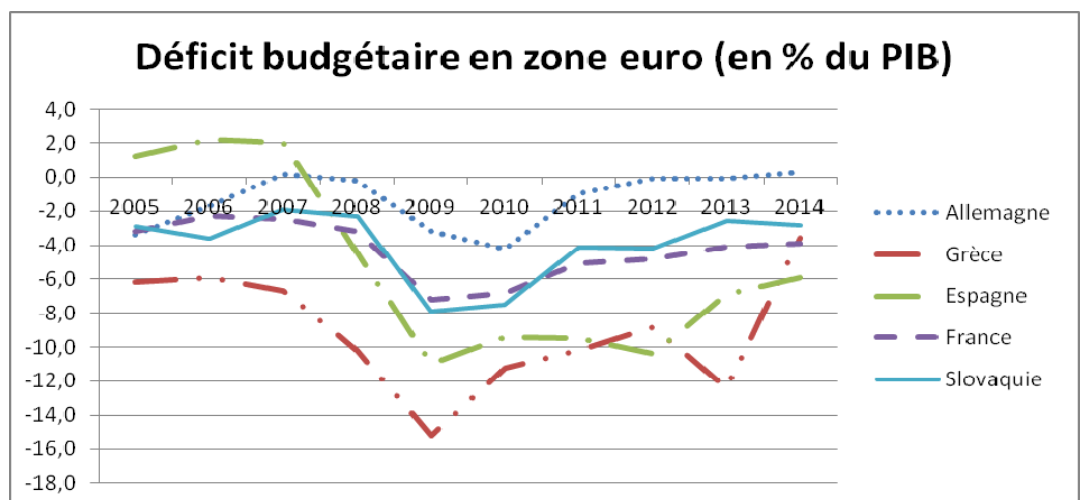
Vous montrerez que l'union économique et monétaire renforce les interdépendances entre les politiques conjoncturelles des États membres.

Document 1 :

Le Pacte de stabilité et de croissance s'inscrit dans le cadre général de la coordination des politiques économiques prévue par les traités depuis la création de l'euro. Il répond aux dispositions stipulant que les États membres « évitent les déficits excessifs ». Le PSC entend imposer aux participants à la zone euro une culture de stabilité des finances publiques. Il s'agit d'empêcher que la situation budgétaire d'un État entraîne une fragilisation de l'ensemble de la zone monétaire en diffusant, à travers des effets de débordement, des pressions inflationnistes, des tensions sur les taux d'intérêt et une perte de la valeur externe de l'euro. En effet, un déficit public et l'accroissement de la dette d'un État membre peuvent entraîner, pour l'ensemble de la zone euro, des pressions sur les prix (par une augmentation de la demande de biens et services) et sur les taux d'intérêt (par un surcroît de demande de financement), tout cela risquant de générer, en plus, des impacts négatifs sur la valeur externe de la monnaie unique. De fait, le PSC vient largement en appui de la politique de stabilité des prix pilotée par la BCE.

Source : « L'euro et le PSC dans la tourmente », Michel DEVOLUY, Cahiers français n°359, novembre-décembre

Document 2



Source : Eurostat 2015

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faire une phrase donnant la signification de la donnée France 2014 (document 2)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Quels sont les principaux agents de socialisation politique ?	3 pts
3	Quelles sont les caractéristiques d'un régime présidentiel ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 15

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que la coordination des politiques économiques dans l'Union Européenne rencontre des difficultés.

Document 1 : Situation de quelques pays de l'Union Economique et Monétaire

	Solde des finances publiques (en % du PIB)	Dettes publiques (en % du PIB)	Taux d'inflation (en %)	Taux de croissance du PIB en volume (en %)
	2013	2013	2013	2013
Allemagne	+0,1	76,9	1,51	0,4
Espagne	-6,8	92,1	1,42	-1,2
France	-4,1	92,2	0,86	0,2
Grèce	-12,2	174,9	-0,92	-3,9
Irlande	-5,7	123,3	0,5	-0,3
Objectifs fixés aux pays de la zone euro par le Pacte de Stabilité et de Croissance	-3,0	60,0		

Source : d'après Eurostat et OCDE, 2014

Document 2 :

« L'Union économique et monétaire (UEM) [...] s'est dotée d'une politique monétaire unique, définie de façon indépendante par la BCE. En revanche, la politique budgétaire demeure une compétence des États membres. [...] Les États membres ont toutefois, en principe, l'obligation de coordonner leurs politiques budgétaires et économiques nationales. [...]

Rappelons qu'il n'existe pas de politique budgétaire unique et la dimension réduite du budget communautaire, qui représente 1% du PIB de l'Union européenne, soit environ 130 milliards d'euros, ne peut jouer le rôle traditionnellement dévolu à la politique budgétaire, par exemple en matière de stabilisation de la conjoncture. [...] La crise de l'euro a d'ailleurs redonné à cette question son actualité. Elle a placé la zone euro dans une situation très délicate résultant du caractère boiteux de sa conception initiale : alors que la politique monétaire unique rend impossible l'adaptation à la diversité des situations, la forte dégradation des finances publiques fait disparaître toute marge de manœuvre budgétaire. »

Source : Pierre Bernard-Reymond, Richard Yung, *La gouvernance économique européenne*, Rapport d'information du Sénat n°49 (2010-2011), octobre 2010

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Rédigez une phrase indiquant la signification de la donnée soulignée en gras (document 2).	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences Sociales et Politiques) : 7 points

2	Comment la famille transmet-elle la culture politique ?	4 pts
3	Qu'est-ce qu'un régime semi-présidentiel ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 16

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que la coordination des politiques économiques au sein de l'UE est difficile

Document 1 : Quelques indicateurs macroéconomiques en 2014

	Inflation (1)	Taux de chômage (2)	Croissance du PIB réel (3)	Dettes publiques en % du PIB (4)	Taux d'intérêt à long terme (5)
UE 28	0,5	9	1,4	86,8	2,21
Allemagne	0,8	5	1,6	74,2	1,16
Royaume-Uni	1,5	6,1	2,9	89,4	2,14
France	0,6	10,3	0,2	95,6	1,67
Espagne	-0,2	24,5	1,4	97,1	2,72
Grèce	-1,4	26,5	0,7	177,1	6,93
Portugal	-0,2	14,1	0,9	130,2	3,75
Italie	0,2	12,7	-0,4	132,1	2,89

Source: Eurostat (1), (3), (5); INSEE (2) et (4)

Document 2 :

On observe aujourd'hui dans la zone euro une volonté de réduction rapide de déficits publics dans tous les pays. Or il existe dans la zone euro des pays ayant des déficits publics excessifs et des taux d'endettement élevés et en hausse : Italie, France, Espagne, Grèce, (...) ; des pays au contraire avec des déficits publics faibles et des taux d'endettement raisonnables : (...) Allemagne, Pays-Bas, Autriche. Si les politiques budgétaires des pays de la zone euro étaient coordonnées, les pays qui disposent de marges de manœuvre budgétaire les utiliseraient pour soutenir la croissance de la zone euro et celle des pays en difficulté avec leurs finances publiques et donc leur croissance. Or on observe l'inverse : une réduction généralisée des déficits publics et un fort recul de la croissance. On observe, dans tous les pays de la zone euro, sauf récemment en Allemagne et en Finlande, une stagnation ou un recul des salaires réels, qui conduit, avec l'intégration économique et commerciale des pays, à une contraction amplifiée de la demande intérieure. [...] Il s'agit bien d'une politique non-coopérative. Chaque pays tente d'améliorer sa compétitivité-coût ; [...] mais, si tous les pays tentent de réduire leurs coûts salariaux, comme ils commercent beaucoup ensemble, à l'équilibre personne ne parvient à améliorer ses exportations et il y a baisse de la demande.

Source : Patrick Artus Flash Marchés Natixis. n° 739. 5 octobre 2011

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez le taux de chômage de l'Espagne et de l'UE 28 en 2014 (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Comment la socialisation participe-t-elle à la transmission de la culture politique ?	3 pts
3	En quoi la Ve République est-elle un régime mixte ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez comment les pouvoirs publics cherchent à réduire l'impact environnemental de la croissance économique

Document 1 : Production de déchets dans l'Union européenne en 2012 en tonnes

	Production totale	Dont dangereux	Total Tonnes/habitant
Union européenne (28 pays)	2 472 590 000	101 460 000	4,9
Allemagne	368 022 172	21 983 895	4,6
Espagne	118 561 669	3 113 974	2,5
France	344 731 922	11 303 137	5,3
Italie	162 764 633	9 474 449	2,7
Pays-Bas	123 612 767	4 859 942	7,4
Royaume-Uni	241 372 727	8 629 420	3,8

Source : Eurostat, 2014

Document 2 : LA COP21 CERTIFIÉE « ISO 20121 ».

Cette norme internationale vise à aider les organisateurs d'événements à monter une manifestation dans le respect des trois dimensions du développement durable : environnementale, sociale et économique.

La norme ISO certifie le système de management responsable et apprend à intégrer le développement durable à toutes les étapes de la préparation et tout au long de la chaîne d'approvisionnement ; elle est utile aux organisateurs, aux prestataires de services, aux partenaires et aux participants. Cette certification réalisée par le bureau Veritas est inédite pour un événement de cette ampleur : pour la première fois, une conférence étatique et onusienne sur le climat est certifiée par la norme ISO 20121. La norme ISO répond donc aux objectifs que s'est fixés la France et qui guident la politique de développement durable de la COP21, notamment :

- 1) Garantir un accueil de qualité (restauration, transport, salles de travail, ...)
- 2) Favoriser l'innovation responsable.
- 3) Limiter l'empreinte environnementale (viser la neutralité carbone de l'événement,...).

Source : COP21.gouv.fr

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Par quel calcul pourrait-on mesurer l'importance de la production de déchets dangereux dans la production totale en France ? (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (SSP) : 7 points

2	Illustrez, à partir du clivage gauche-droite, les différences d'attitudes politiques.	3 pts
3	Quelles sont les caractéristiques d'un régime présidentiel ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales

Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité SSP (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 18

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez quels peuvent être les effets de la croissance économique sur l'environnement.

Document 1

L'appauvrissement de la biodiversité devrait se poursuivre, surtout en Asie, en Europe et en Afrique australe. À l'échelle mondiale, la biodiversité terrestre (mesurée par l'abondance moyenne des espèces – ou AME – un indicateur de l'intégrité des écosystèmes naturels) devrait enregistrer un recul supplémentaire de 10 % d'ici à 2050. La superficie des forêts matures, plus riches en biodiversité, devraient diminuer de 13 %. Les principaux facteurs d'appauvrissement de la biodiversité sont notamment les changements dans l'utilisation des sols (ex. agriculture), l'expansion de la sylviculture⁽¹⁾ commerciale, le développement des infrastructures, l'empiètement des activités humaines et la fragmentation des habitats naturels, ainsi que la pollution et le changement climatique. D'ici à 2050, le changement climatique sera devenu, selon les projections, le principal facteur d'appauvrissement de la biodiversité [...].

Source : Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 : les conséquences de l'inaction. OCDE, 2012.

⁽¹⁾ : culture des arbres, entretien et exploitation des forêts.

Document 2 : Émissions de Co₂ (dioxyde de carbone) dues à la combustion d'énergie dans le monde.

	1990 (en millions de tonnes de Co ₂)	2013 (en millions de tonnes de Co ₂)	Evolution de 1990 à 2013 (en %)
Amérique du Nord	5 481	6 108	+11.4
Amérique latine	583	1 210	+107.6
Europe et ex-URSS	7 841	6 126	-21.9
Afrique	529	1 075	+103.2
Moyen-Orient	535	1 647	+208
Monde	20 623	32 190	+56.1

Source : Commissariat général au développement durable, Ministère de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie. Décembre 2015. (D'après les données de l'Agence Internationale de l'Énergie).

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez la signification des deux chiffres figurant en caractères gras et soulignés (Document 2)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (SSP) : 7 points

2	Montrez les influences de la famille sur les attitudes politiques.	3 pts
3	Qu'est-ce qu'un régime politique parlementaire ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que la politique climatique passe par l'utilisation de différents instruments.

Document 1 : Evolution du prix de la tonne de CO₂ sur le marché des quotas d'émission en Europe

Prix de la tonne de CO₂ (dioxyde de carbone) en euros



Source : Ludovic Dupin, « L'Europe en mal de quotas d'émissions », L'Usine Nouvelle n° 342312 mai 2015

Document 2 :

Une solution est celle de la norme, le contrôle direct des quantités. Il s'agira par exemple de fixer un plafond aux émissions de gaz à effet de serre (GES) de nos équipements, en particulier de nos moyens de transport. Mais la norme est très coûteuse à appliquer, surtout quand les sources polluantes sont petites et nombreuses. Elle exige le traitement d'énormes quantités d'information et un système de surveillance et de punition très intrusif. [...]

Une autre méthode de coordination est le prix. Chacun d'entre nous peut produire autant de GES qu'il le souhaite dès lors qu'il paie le prix du dommage environnemental ainsi provoqué, par exemple 30 euros par tonne de CO₂ rejetée. Là encore, il est nécessaire de contrôler, mais le contrôle est plus simple, car il peut s'appliquer sur moins de points de production. Les émissions de GES par les véhicules automobiles en sont un bon exemple.

Source : Claude Crampes et Thomas-Olivier Léautier, « Pourquoi le prix du carbone est une arme efficace contre le réchauffement climatique », latribune.fr, le 28/09/2015

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez une estimation chiffrée de l'évolution du prix de la tonne de CO ₂ de début 2011 à fin 2015. (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (SSP) : 7 points

2	Montrez comment la socialisation politique peut influencer les attitudes politiques.	3 pts
3	En quoi le régime politique français est-il semi-présidentiel ?	4 pts

**Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.**

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité SSP (coefficient 9)

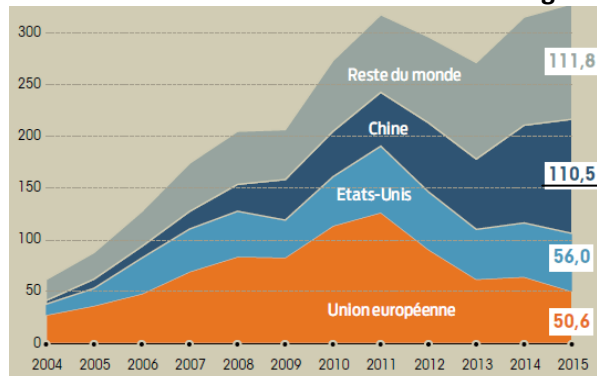
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 20

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Comment peut-on repousser les limites de la croissance économique ?

Document 1 : Investissements dans les énergies renouvelables, en milliards de dollars



Source : Bloomberg New Energy Finance, Hors série n° 108, Alternatives économiques.

Document 2

Pour R. Solow, la question des limites à l'exploitation des ressources naturelles ne se pose tout simplement pas. Quand une ressource se fait plus rare, son prix augmente, ce qui tend à freiner la consommation de ladite ressource et favorise la rentabilité de dépenses d'investissement afin de découvrir des moyens techniques qui permettront de substituer à la ressource en raréfaction une nouvelle ressource abondante. Grâce à la technique et à la division marchande du travail, les ressources naturelles sont donc substituables entre elles : quand le pétrole s'épuise, le charbon prend le relais, les techniques efficaces se développent [...]. Dès lors, la croissance de la production et des revenus est sans limites. Puisque les générations à venir seront plus riches, elles auront à leur disposition davantage de moyens techniques pour lutter contre les pollutions et la raréfaction des ressources.

Source : D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *La décroissance, 10 questions pour comprendre et en débattre*, La Découverte, 2010.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 2 points

1	Faîtes une phrase avec la donnée soulignée (110.5) (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (SSP) : 7 points

2	Quelles sont les caractéristiques du régime semi-présidentiel français ?	4 pts
3	Présentez et illustrez la notion de culture politique.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Sciences Sociales et Politiques (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 21

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

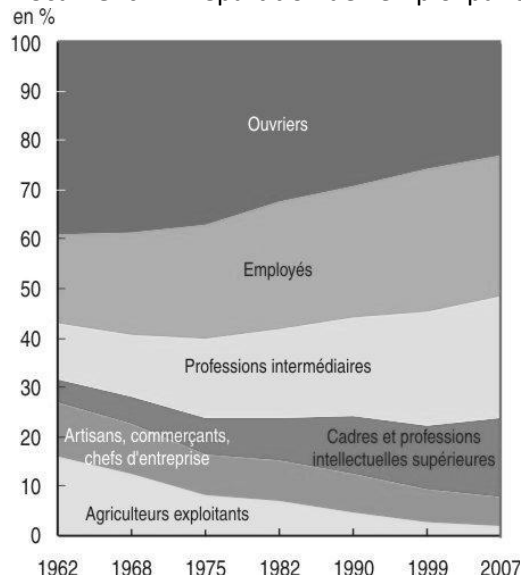
Vous montrerez que l'analyse marxiste de la structure sociale en termes de classes sociales peut être partiellement remise en cause aujourd'hui.

Document 1 :

Les classes sociales, enterrées trop vite, continuent de structurer la société française. Refuser de le voir conduit au ras-le-bol social et au vote extrême. (...) Après le ras-le-bol fiscal, place au ras-le-bol social des classes laborieuses. Les élections régionales ont été le théâtre de l'expression d'une exaspération des milieux populaires. Hausse de la pauvreté, inégalités scolaires, sur-chômage des ouvriers non qualifiés, inégalités d'accès aux soins, etc. (...) On les avait oubliées ces classes sociales. A l'ère de l'individualisation, les « classes sociales », sont un concept dépassé. Nous sommes entrés, depuis un petit moment déjà, dans un « nouvel âge des inégalités » de la société moderne, libérée de ses attaches sociales. Sexe, territoire, âge, couleur de peau : voici les inégalités qui comptent aujourd'hui. (...)

Louis Maurin – « Les classes sociales sont de retour » - Observatoire des inégalités – <http://www.inegalite.fr> – 7 décembre 2015

Document 2 : Répartition de l'emploi par catégorie socioprofessionnelle de 1962 à 2007 (en %).



Champ : actifs ayant un emploi, France métropolitaine.

Source : 50 ans de mutations de l'emploi, INSEE Première, septembre 2010

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez l'évolution des cadres à celle des ouvriers de 1962 à 2007. Justifiez par des données chiffrées appropriées. (Document 2).	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences Sociales et Politiques) : 7 points

2	Présentez deux variables lourdes du comportement électoral.	4 pts
3	Montrez comment les partis politiques contribuent à la mobilisation des électeurs.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle – Sciences Sociales et Politiques (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 22

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points) :**

Mettez en évidence la multiplicité des critères de différenciation sociale dans les sociétés contemporaines.

Document 1 :

Bernard Lahire (né en 1963) peut être défini comme un héritier critique de Bourdieu. Il critique une vision excessivement homogène de la socialisation. L'expérience sociale des individus est plurielle [...]. L'acteur est pluriel parce qu'il a été socialisé dans des contextes variés. [...] Selon Lahire, les individus, quelle que soit la classe sociale à laquelle ils appartiennent, peuvent avoir des profils culturels « dissonants », c'est-à-dire éclectiques, pas nécessairement cohérents en ce qui concerne le degré de légitimité de leurs goûts et pratiques. On peut être agrégé de philosophie et regarder la « Star Academy ». On peut également être ouvrier et suivre un programme sur Arte. Lahire considère la vision de Bourdieu comme datée.

Source : Céline Béraud et Baptiste Coulmont, *Les courants contemporains de la sociologie*, PUF 2008.

Document 2 :

Quelques pratiques culturelles à l'âge adulte et équipement des ménages en multimédia et en automobile selon la catégorie sociale (en %)

	Multi-équipement automobile*		Musée ou exposition**		Théâtre**		Téléphone portable	
	1996	2006	1987	2005	1987	2005	1997	2006
Agriculteurs exploitants	30	48	18	34	8	11	10	65
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	36	55	32	40	20	20	23	93
Cadres et professions intellectuelles supérieures	42	52	64	66	46	36	26	99
Professions intermédiaires	34	49	52	52	31	25	16	94
Employés	16	32	33	38	19	12	12	88
Ouvriers	24	45	26	25	9	6	9	90
Ensemble	28	34	33	39	18	16	15	75

*Champ : France métropolitaine - * au moins deux voitures par ménage - ** au moins une fois par an*

INSEE, Enquête permanente sur les conditions de vie, 1996, 2005 et 2006

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez par des calculs appropriés l'évolution du multi-équipement automobile des cadres et des ouvriers entre 1996 et 2006. (document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences Sociales et Politiques) : 7 points

2	Qu'appelle-t-on le « vote sur enjeu » ?	3 pts
3	Comment les groupes d'intérêt contribuent-ils au fonctionnement des démocraties actuelles ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 23

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez qu'il existe différentes inégalités économiques.

Document 1 :

En 2004, la fortune des 10 % les plus riches était 680 fois plus élevée que celle des 10 % les plus pauvres, l'écart était alors de 840 000 euros. En 2010, c'est 920 fois plus et la différence est de 1,2 million d'euros. Au cours des six dernières années, les écarts entre les fortunes se sont creusés alors qu'entre 2008 et 2010 la valeur des actions a chuté. Deux raisons principales expliquent ce phénomène : la hausse des écarts de revenus (qui permettent d'épargner) et celle des prix de l'immobilier. Ces patrimoines économiques, en se transmettant de génération en génération, assurent la reproduction des inégalités dans le temps. Contrairement à une idée reçue, les ménages ayant une fortune élevée et peu de revenus restent très rares.

Source : Centre d'observation de la société. 17/03/2014

Document 2 : Déciles de niveaux de vie annuel après transferts en France (en euros de 2011)

	2004	2010	2012
D1	10 310	10 640	10 420
D3	14 670	15 500	15 350
D5	18 380	19 680	19 520
D7	23 280	24 950	24 800
D9	34 050	37 030	37 090
D9/D1	3,3	3,48	3,56

Lecture : en 2012, 10% des individus ont un niveau de vie inférieur à 10 420 €.

Champ : personnes dont les revenus sont strictement positifs, hors étudiants en France métropolitaine.

Source : INSEE, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux. Edition 2013.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase pour exprimer le sens de la donnée en gras soulignée. (document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Présentez le mode de scrutin majoritaire	4 pts
3	Montrez que l'action politique ne se résume pas à la pratique du vote.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez le caractère multiforme des inégalités dans la société française.

Document 1 :

Des travaux réalisés au début des années 2000 ont montré qu'après une période de très relative ouverture dans les années 1960 et 1970, la sélectivité sociale des grandes écoles se renforçait à nouveau à partir des années 1980. Au début des années 2000, la probabilité d'intégrer une grande école était supérieure à 20% pour les enfants de père exerçant un emploi de cadre supérieur, une profession libérale ou d'enseignant, mais demeurait inférieure à 1% pour la plupart des enfants d'ouvriers. Plus récemment, les publications du ministère de l'Éducation nationale ont souligné le maintien des inégalités sociales dans l'accès aux classes préparatoires en 2011 comme en 2001, 50% des inscrits en classe préparatoire aux grandes écoles ont un père cadre supérieur ou exerçant une profession libérale et seulement 6% un père ouvrier. Dans une société qui fait du diplôme le passeport pour accéder aux meilleurs emplois et aux catégories sociales supérieures, la compétition pour les titres scolaires est un enjeu crucial. De ce point de vue, ce n'est pas à une stabilité de la reproduction qu'il faut conclure, mais bien à une intensification : en dix ans, l'avantage des enfants de parents diplômés de l'enseignement supérieur s'est accru de manière significative. Pour le dire autrement, être issu d'une famille où les ressources culturelles sont faibles devient de plus en plus pénalisant.

Source : C. PEUGNY, Le destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale, Seuil – 2013

Document 2 : Distribution des niveaux de vie en 2013 en France. En euros 2013 constants

	2013
1^{er} décile (D1)	10 730
2^{ème} décile (D2)	13 530
3^{ème} décile (D3)	15 800
4^{ème} décile (D4)	17 890
Médiane (D5)	20 000
6^{ème} décile (D6)	22 340
7^{ème} décile (D7)	22 340
8^{ème} décile (D8)	29 580
9^{ème} décile (D9)	37 200
Rapport interdécile (D9/D1)	3,47

Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : CCMSA ; CNAF ; CNAV ; DGFIP ; Insee, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux - 2005 à 2013.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Quelle est la signification des données soulignées ? (document 2)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

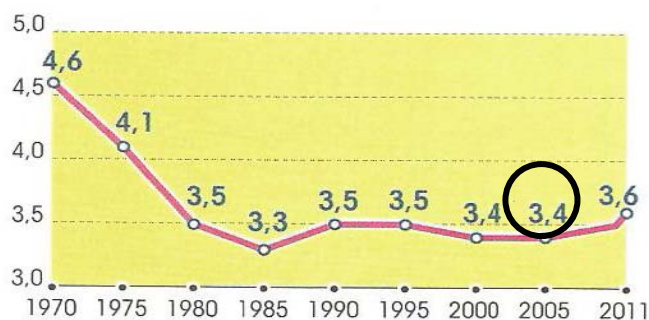
2	Citez deux variables lourdes du comportement électoral.	3 pts
3	Qu'entend-on par « démocratie délibérative » ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que les inégalités ne sont pas seulement économiques.

Document 1 : Rapport entre le revenu disponible minimum des 10% les plus riches et le revenu maximum des 10% les plus pauvres (D9/D1) en France.



Source : *Observatoire des inégalités*, février 2014.

Document 2 :

Tous les trois ans, l'enquête Pisa évalue le niveau des élèves de 15 ans et plus dans les pays de l'OCDE. La France est le pays où le milieu social influence le plus le niveau scolaire en lecture. Et ce d'une façon plus importante qu'en Allemagne, dont le système scolaire est pourtant jugé très inégalitaire. Les pays dans lesquels les résultats scolaires sont les moins dépendants du milieu social sont très divers : de l'Espagne au Portugal, en passant par le Canada ou la Finlande.

La mauvaise position de la France peut s'expliquer par plusieurs facteurs. D'abord, les programmes valorisent plus qu'ailleurs la culture des catégories socialement favorisées : la maîtrise d'un savoir mathématique théorique et de la langue française. En outre, à partir du collège, le système très académique défavorise ceux qui peinent à entrer dans le moule. Les évaluations à répétition dévalorisent et contribuent à l'échec des plus faibles. Enfin, le travail demandé hors temps scolaire est important et profite à ceux qui disposent d'un soutien à domicile.

Source : « Les inégalités en France », *Alternatives Economiques* poche - hors-série n°56, septembre 2012.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Exprimez dans une phrase la donnée entourée. (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Quelles sont les principales caractéristiques d'un régime semi-présidentiel ?	4 pts
3	Illustrez la notion de répertoires d'action politique.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que la notion de classe sociale est toujours d'actualité.

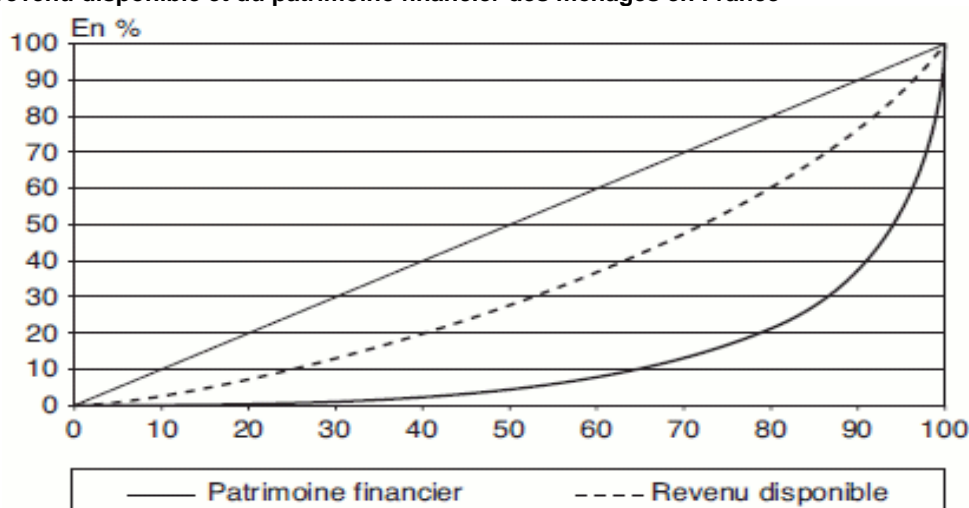
Document 1 :

La bourgeoisie se construit continûment. Les bourgeois travaillent sans cesse à conforter la classe bourgeoise. Les collectifs tels que «la bourgeoisie» ne sont pas utilisés ici seulement par facilité d'écriture. Par un travail toujours recommencé, la classe entretient les limites qui marquent ses frontières, instruit ses jeunes générations, se préserve des promiscuités gênantes ou menaçantes. Fondée sur la richesse matérielle, la bourgeoisie atteint le statut de classe pleine et entière, selon les critères marxistes, par cet effort constant pour se réaliser en tant que groupe social. La bourgeoisie existe ainsi en soi, par sa place dans les rapports de production, mais aussi pour soi, par la mobilisation qu'elle manifeste dans son existence quotidienne en vue de préserver et de transmettre cette position dominante. En soi, la bourgeoisie est la classe sociale qui prélève la plus-value et en vit concrètement. Pour soi, la bourgeoisie se construit comme classe dans la pratique, en défendant collectivement ses intérêts.

Source : Michel Pinçon, Monique Pinçot-Charlot, La Découverte « Sociologie de la bourgeoisie », 2009, p. 101

Document 2 :

Concentration du revenu disponible et du patrimoine financier des ménages en France



Champ : ménages dont la personne de référence n'est pas étudiante et dont le revenu déclaré est positif ou nul.

Les données sont des pourcentages cumulés. L'axe des abscisses correspond aux ménages et l'axe des ordonnées aux parts de revenu ou de patrimoine.

Sources : BACLET Alexandre et RAYNAUD Emilie, *Economie et statistique*, 2008.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

1	Montrez que le patrimoine est plus inégalement réparti que les revenus. (document 2)	4 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 6 points

2	Expliquez la notion de pluralisme politique.	3 pts
3	Que signifie le « vote sur enjeu » ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 27

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez quel rôle joue l'école dans l'accès aux positions sociales

Document 1 :

La catégorie socioprofessionnelle d'un jeune sorti récemment de formation initiale est liée au plus haut diplôme qu'il possède. Ainsi, les sortants diplômés du secondaire occupent nettement moins souvent un poste de cadre ou de profession intermédiaire que les diplômés de l'enseignement supérieur : en 2014, 21 % pour les bacheliers contre 54 % des diplômés du supérieur court (DEUG, BTS, DUT) et 82 % des diplômés du supérieur long (licence et au-delà). Les diplômés possédant au plus un baccalauréat occupent majoritairement un poste d'employé qualifié (26 %) et ceux ayant au plus un CAP ou un BEP occupent un poste d'ouvrier qualifié (32 %). Les jeunes sans aucun diplôme ou titulaires du seul brevet sont plutôt employés (37 %) ou ouvriers (26 %) non qualifiés.

Si le diplôme est déterminant pour accéder à une profession supérieure ou intermédiaire, l'origine sociale et le sexe jouent également un rôle. Ainsi, à diplôme donné, les enfants dont le père occupe un poste de cadre ou de profession intermédiaire (y compris enseignant) sont plus souvent cadre ou de profession intermédiaire que les enfants d'ouvriers ou d'employés.

Source : « L'Etat de l'école 2015 », Ministère de l'éducation nationale et INSEE enquête emploi.

Document 2 : Accès à l'enseignement supérieur selon l'âge et le milieu social en 2013, en France métropolitaine (en %)

	Ensemble de la génération	Enfants de cadres ou de professions intermédiaires	Enfants d'ouvriers ou d'employés
20-24 ans	59,5	78,5	46,2
25-29 ans	51,6	73,7	38,4
30-34 ans	50,8	74,9	38,5
35-39 ans	49,7	74,4	37,8
40-44 ans	41,0	68,7	28,7
45-49 ans	31,6	58,2	20,3

Lecture : En 2013, parmi les jeunes âgés de 20 à 24 ans, 59.5 % étudient ou ont étudié dans le supérieur [qu'ils aient obtenu ou non un diplôme de ce niveau]. C'est le cas de 78.5 % des jeunes âgés de 20 à 24 ans dont le père est cadre ou de profession intermédiaire.

Source : L'état de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n°8 [édition 2015] ; INSEE-Enquête Emploi.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez les données soulignées à l'aide du calcul de votre choix. (document 2)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Expliquez comment le principe de subsidiarité sert à organiser la gouvernance multi-niveaux.	3 pts
3	En quoi la socialisation primaire influence-t-elle les attitudes politiques ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 28

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que le capital culturel est un déterminant de la reproduction sociale.

Document 1 : Table de destinée en France en 2012 (en%)

CSP du père \ CSP du fils	Indépendant (Agriculteurs, artisans commerçants chefs d'entreprise)	Cadre et profession intermédiaire	Employé et ouvrier	Ensemble
Indépendant (Agriculteurs, artisans commerçants chefs d'entreprise)	26,7	37,3	36,0	100
Cadre et profession intermédiaire	9,4	69,2	21,4	100
Employé et ouvrier	8,0	36,5	55,5	100
Inactif	7,7	43,0	49,3	100
Ensemble	12,7	44,1	43,2	100

Champ : hommes actifs ou anciens actifs âgés de 40 à 59 ans, résidant en France métropolitaine.

Source : Insee, *Enquête Emploi 2012*

Document 2 :

L'appropriation de la culture écrite scolaire est au cœur des premiers problèmes rencontrés et des processus d'échec scolaire. Or, les familles dotées de ressources culturelles livrent à l'école des enfants déjà porteurs de formes bien constituées d'habileté langagière, de connaissances culturelles diversifiées et même de compétences scolaires non négligeables. Par exemple, nombre d'enfants apprennent aujourd'hui à entrer dans l'écrit autant chez eux qu'à l'école ; ils apprennent cela dans les interactions précoces, ordinaires et fréquentes autour de l'écrit – produit ou lu – qui impose sa présence et son évidence culturelle au sein du foyer. Pour eux, l'école élémentaire a quelque chose de « familial ». Ils y respirent un air auquel ils sont habitués depuis leur naissance. En revanche, pour les familles les plus dépourvues de ressources et d'expériences scolaires, seule l'école est en mesure de faire ce qui ailleurs a été partiellement voire totalement fait dans l'intimité du foyer.

B.Lahire « La transmission familiale de l'ordre inégal des choses » n°7, *Regards croisés sur l'économie*, mai 2010

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase avec la donnée soulignée (document 1).	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Donnez deux exemples d'action politique.	3 pts
3	Définissez le principe de subsidiarité.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Sujet 29

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)****La famille contemporaine reste-t-elle une instance d'intégration efficace ?****Document 1 : Les différentes formes de solidarité familiale en France en 2007 (en %)**

	Par un membre de la famille qui habite avec l'enquêté	Par un membre de la famille qui n'habite pas avec l'enquêté	Ensemble
Service rendu	63	70	84
Soutien moral	53	65	75
Aide financière	28	23	41
Ensemble	67	79	89

Lecture : 75% des Français ont bénéficié de soutien moral de la part de leur famille au cours des douze derniers mois

Source : « Baromètre des solidarités familiales », CREDOC, 2007.

Document 2 :

Effectivement la disparition du modèle familial classique se constate de manière significative dans les chiffres : diminution du nombre d'enfant par femme, augmentation des divorces, diminution du nombre de mariages et hausse des naissances hors mariages. D'ailleurs la réduction globale de la taille des familles, malgré les familles recomposées, et l'éloignement de la famille « large » du fait de la mobilité géographique, diminue de manière mécanique le nombre de personnes avec qui l'individu a des liens familiaux. Si de plus les liens familiaux sont fragilisés par l'instabilité familiale, l'individu sera poussé de fait dans une perspective et une stratégie plus individualiste.

Aléxis Métais « Pourquoi la société moderne devient-elle plus individualiste ? »
sociologos.insa-lyon.fr 2015

*** Questions complémentaires (10 points)****- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points**

1	Faites une phrase avec la donnée soulignée (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (spécialité SSP) : 7 points

2	Qu'entend-t-on par pluralisme politique ?	3 pts
3	Donnez deux exemples de gouvernance multiniveaux.	4 pts

**Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.**

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité SSP (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 30

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Montrer que l'évolution du marché du travail peut remettre en cause le rôle du travail comme instance d'intégration sociale ?

Document 1 : Évolution de la situation du marché du travail en France

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Emploi total (en milliers)	26 127	26 285	26 285	26 425	26 453	26 632	26 665
Dont emplois précaires(2) (en milliers)	3 069	2 902	3 045	3 114	3 112	3 084	3 182
Chômeurs au sens du BIT(1) (en milliers)	2 077	2 585	2 489	2 549	2 783	2 773	2 900
Taux de chômage au sens du BIT (en %)	7.4	9.2	8.8	9	9.7	9.7	10,1

(1) Bureau International du Travail.

(2) Salariés en CDD, intérimaires et apprentis.

Source : INSEE

Document 2 : Juliette* ne se considère pas vraiment comme une "précaire". Le mot semble même la déstabiliser. "Je ne suis pas précaire parce que, moi, j'ai encore le choix et le temps", tranche-t-elle, en riant. En effet, Juliette a encore le choix : le choix de se passer des aides associatives pour manger, car, se justifie-t-elle, "je ne suis pas quelqu'un qui a faim". (...)

Juliette, pourtant, jeune kinésithérapeute de 28 ans, flirte avec la précarité. Pas celle appelée "grande pauvreté" et qui concerne deux millions de personnes en France, sans revenus et sans domicile fixe. Mais celle qui frappe aujourd'hui ceux qui travaillent et ont un toit sur la tête mais qui ne s'en sortent plus en raison de la cherté du logement et du coût de la vie. C'est dans cette deuxième catégorie de "salariés pauvres" à qui "il suffirait d'un rien pour basculer dans une situation critique" que l'on pourrait "placer" Juliette. (...)

Source : France24.com, Charlotte BOITIAUX, Les « travailleurs pauvres », Nouveaux visages de la précarité

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donner la signification des données soulignées. (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (spécialité SSP) : 7 points

2	La parité est-elle une réalité dans le système politique français ?	4 pts
3	Qu'entend-t-on par principe de subsidiarité ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité SSP (coefficient 9)

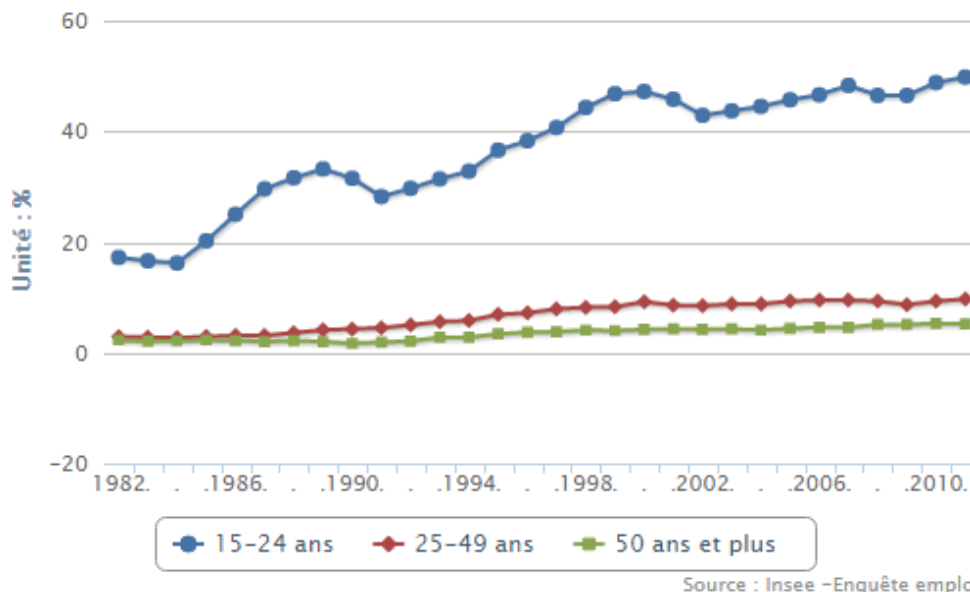
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 31

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Vous montrerez que les évolutions de l'emploi peuvent remettre en cause le rôle intégrateur du travail.

Document 1 : l'emploi précaire selon l'âge. (Taux d'emploi précaire en pourcentage de l'emploi)



Document 2 : « Extraits d'entretien ».

« Rungis ça a changé énormément, Rungis c'est une usine, vous comprenez ? Je vais vous expliquer. Aux Halles de Paris¹, on se connaissait tous, on se voyait tous les jours, on voyait les mêmes personnes, on était en contact intimement avec tout le monde vous voyez, c'était une ambiance ... Une vie collective, confraternelle parce que y en avait un qui peinait, qui poussait un chariot de viande [...] un type passait à côté, bah, il lui demandait même pas, il l'aidait à pousser le chariot [...] même les patrons des fois ils arrivaient, ils vous donnaient la main, vous voyez, or Rungis ça a été fini, ça n'a plus existé, on se connaissait plus, ça a été l'usine. [...] Et y avait plus cette ambiance qu'on avait pour casser la croûte par exemple, on sortait avec un kilo de bidoche, on allait au café, « Tiens, tu me feras cuire ça pour tout à l'heure », on buvait un pot, on repartait au boulot ».

¹ Les Halles formaient le grand marché alimentaire de Paris jusqu'à la décision prise en 1962 de leur déplacement à Rungis et La Villette.

Source : C. BAUDELLOT, M. GOLLAC et alii., *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*, Fayard, 2003

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donner la signification des données pour l'année 2012 (dernières données du graphique) (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (spécialité SSP) : 7 points

2	Quels sont les caractéristiques d'un régime parlementaire ?	3 pts
3	Donnez deux exemples de variables lourdes du comportement électoral	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité SSP (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 32

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

L'école est-elle toujours une bonne instance d'intégration ?

Document 1

Conditions d'emploi des jeunes trois ans après la fin de leurs études			
Unité : %			
	Contrat à durée indéterminée	Contrat à durée déterminée	Non salariés
Sans diplôme	39	55	6
CAP-BEP	55	40	5
Baccalauréat	52	42	6
Bac+2	68	26	6
Licence	72	25	3
Bac+4 - Master 1	68	27	5
Bac+5 - Master 2	79	17	4
Doctorat	60	27	13
Ensemble	61	34	5

Source : Cereq - enquête 2010 auprès de la génération 2007 - © Observatoire des inégalités - 2010

Document 2

Stéphane Beaud montre l'envers de la démocratisation scolaire, qui se traduit par une élévation de la norme du niveau d'études. [...]. Si les familles populaires se sont récemment converties au modèle des études longues, l'entrée au lycée général exige cependant de leurs enfants un travail d'acculturation qui les place dans un entre-deux souvent douloureux entre la famille et le quartier, d'un côté, et l'institution scolaire, de l'autre. Un dilemme qui se retrouve à l'université : les bacheliers, livrés à eux-mêmes, végètent souvent avant de se réfugier dans le quartier, l'usine ou des "emplois-jeunes" à vie. [...], alors que les élèves issus des familles les plus favorisées sont étroitement encadrés au sein des filières hyper sélectives que sont les classes préparatoires et grandes écoles.

Source : Igor Martinache *Alternatives Economiques* n° 320 - janvier 2013

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase avec la donnée encadrée (39). (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (spécialité SSP) : 7 points

2	Qu'entend-t-on par vote sur enjeu ?	3 pts
3	Donnez deux exemples de répertoires d'action politique autre que le vote.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 33

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que les conflits peuvent être facteur de cohésion sociale

Document 1 : Mobilisation et négociation selon la taille de l'entreprise

En %	Part des entreprises ayant déclaré au moins une grève en 2011
10 à 49 salariés	0,4
50 à 199 salariés	4,1
200 à 499 salariés	14,6
500 salariés ou plus	33,5
Ensemble	1,8

En %	Part des entreprises ayant engagé une négociation en 2011
10 à 49 salariés	5,4
50 à 99 salariés	30,0
100 à 199 salariés	56,2
200 à 499 salariés	71,8
500 salariés ou plus	87,2
Ensemble	12,5

Source : Dares Analyses n°59, septembre 2013.

Document 2 :

Une fois que le conflit a éclaté [...], il est en fait un mouvement de protection contre le dualisme qui sépare, et une voie qui mènera à une sorte d'unité, quelle qu'elle soit [...]. En lui-même, le conflit est déjà la résolution des tensions entre les contraires [...].

À côté de cela, il y a cette autre signification sociologique du conflit : non pas celle qui concerne le rapport réciproque des parties, mais la structure interne de chacune d'entre elles. L'expérience quotidienne montre qu'un conflit entre deux individus peut très facilement modifier l'un d'entre eux non seulement dans sa relation à l'autre, mais aussi en lui-même [...].

Grâce [au conflit], non seulement une unité existante se concentre plus énergiquement sur elle-même, éliminant tous les éléments qui pourraient brouiller la netteté de ses contours face à l'ennemi – mais encore, des personnes et des groupes qui sans cela n'auraient rien à faire ensemble sont amenées à se rassembler.

Source : Sociologie, Georg SIMMEL, 1992

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez la signification des deux données soulignées (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Donnez deux exemples du répertoire de l'action politique.	3 pts
3	Que peut-on dire de la séparation des pouvoirs exécutifs et législatifs dans un régime présidentiel ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez comment les conflits du travail ont évolué depuis les années 1960.

Document 1 : Part des thèmes de conflits dans les établissements ayant connu au moins un conflit collectif (en %)

Les thèmes de conflits	2002-2004	2008-2010
Emploi/Licenciement	21	20
Temps de travail	28,5	23
Salaires	<u>50</u>	40
Climat des relations de travail	22	22
Qualifications, classification	10	7
Conditions de travail	15	24
Changements technologiques et organisationnels	9	10

Champ : établissements de 20 salariés et plus du secteur marchand non agricole

Source : Enquêtes REPOSE 2004, 2011. Volet RD – DARES

Document 2 :

Dans les années 1990 et 2000, on a vu une décline du nombre de jours de grèves et un recours plus fréquents à des formes de conflit sans arrêt de travail (pétitions, manifestations le weekend, travail avec un brassard noir...) ou avec arrêt de moins d'un jour (débrayage). Ivan Sainsaulieu est un sociologue spécialiste du travail des soignants. Il critique la thèse avancée par les auteurs de « La lutte continue ? » (2008) selon laquelle on aurait un changement de formes des conflits du travail et non une réelle décline.

Vous exprimez une réserve à l'égard des résultats avancés par les auteurs de La lutte continue ? Pourquoi ?

L'idée générale avancée par cette étude est que les microconflits (débrayages, pétitions, grèves perlées, etc.) ont remplacé les grèves, les grands conflits institutionnalisés de l'après-guerre. Or les militants syndicaux des années 1960-1970 avaient eux aussi recours à des pétitions, des débrayages ou des grèves perlées. Il est même possible que de telles modalités survenaient plus fréquemment hier qu'aujourd'hui. Il semble en effet plausible que plus les grèves sont fréquentes, plus le sont aussi les débrayages ou les pétitions, les premières nourrissant les secondes, et vice versa. (...)

Source : L. Sainsaulieu "Les microconflits ne remplacent pas les grands", Sciences humaines, juin 2011.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase donnant la signification de la donnée soulignée (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Expliquez ce qu'est le vote sur enjeu.	3 pts
3	Présentez deux obstacles à la parité en politique en France	4 pts

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 35

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

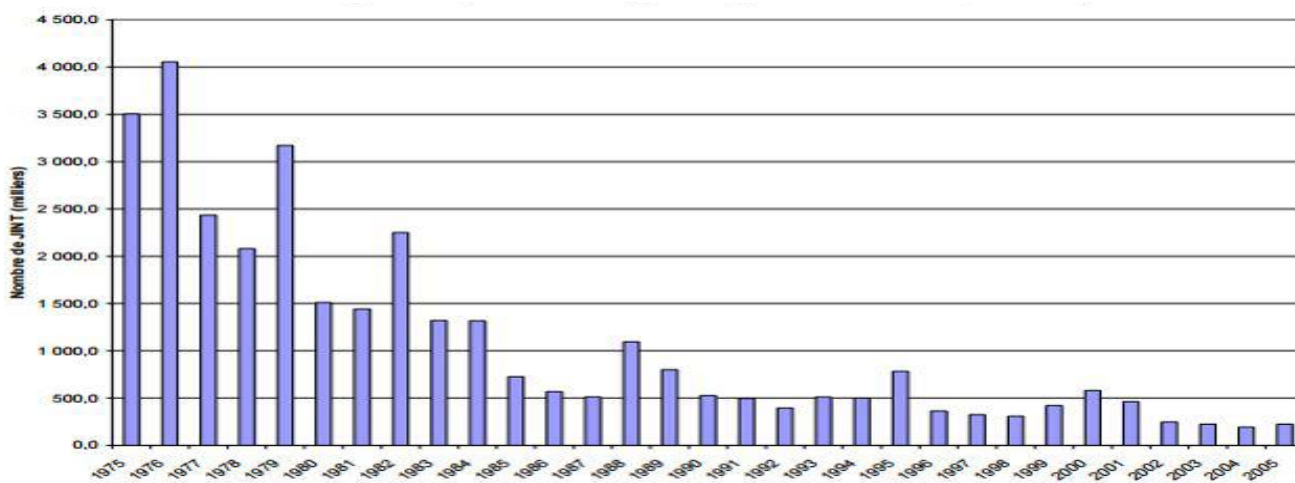
Montrez que les conflits du travail connaissent des mutations dans nos sociétés contemporaines.

Document 1 :

Y a-t-il une vie après les violences commises à Air France à l'encontre des vigiles et des responsables des ressources humaines ? La colère de ceux qui vont perdre leur emploi (2 900 suppressions de postes annoncés, pour l'heure, dans un « plan B ») et l'arrogance d'une direction qui manque de considération à l'égard de ses personnels sont-ils le symptôme d'un malaise généralisé du dialogue social à la française ? La réponse doit être nuancée. On se souvient des actes de destruction de matériel, de menace de pollution ou de séquestration de dirigeants chez Metaleurop, Cellatex ou plus récemment Goodyear ou Continental. Mais comme vient opportunément de le rappeler un ouvrage de Jean-Paul Guillot, président de Réalités du Dialogue Social (RDS), ces excès demeurent rares. Autre idée reçue : les salariés français seraient toujours en grève. D'après une étude d'Eurofound, on compte en France 132 jours de grève par an pour 1 000 salariés (contre 160 au Danemark) sur la période 2005-2009. En moyenne, un salarié français fait donc grève moins d'une heure par an. Et l'on sait par expérience qu'en période de crise économique, la conflictualité a tendance à baisser.

Source : Alternatives économiques novembre 2015 – n°351 *Le dialogue social ne se résume pas à Air France*

Document 2 : Nombre de Journées Individuelles Non Travaillées (JINT) (en milliers) de 1975 à 2005



Note : conflits localisés, hors transports à partir de 1996.
 Source : Dares.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une lecture de donnée pour l'année de votre choix. (Document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Comment la culture politique se transmet-elle ?	3 pts
3	A travers un exemple, montrez le rôle de la société civile organisée dans le fonctionnement de la démocratie.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez la diversité des conflits sociaux de nos jours.

Document 1 : Pourcentage d'entreprises ayant connu une grève selon le motif de la grève (en %)

		Les rémunérations	L'emploi	Les conditions de travail	Le temps de travail
En 2012	Secteur d'activité				
	Industrie	59	27	13	11
	Commerce	<u>68</u>	<u>35</u>	33	16
	Services	47	14	15	10
	Ensemble des entreprises	55	22	18	11

Note : le total des motifs est supérieur à 100 % car un même arrêt de travail peut porter sur plusieurs revendications.
 Champ : entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole ayant déclaré un arrêt collectif de travail.

Source : DARES, enquête Acemo « Dialogue Social en Entreprise », 2010-2011.

Document 2 :

L'émergence des nouveaux mouvements sociaux doit beaucoup à l'élévation graduelle du niveau des aptitudes politiques des masses, au fur et à mesure que l'éducation et l'information politiques devenaient plus répandues. Mais l'émergence de nouvelles priorités dans les valeurs a aussi été un facteur important. [...]

Les valeurs postmatérialistes sont à la base des nombreux mouvements sociaux nouveaux. Car les postmatérialistes mettent l'accent sur une hiérarchie des valeurs fondamentalement différente de celle qui a prévalu dans la société industrielle durant de nombreuses décennies. [...] Du fait qu'ils veulent atteindre des buts à la poursuite desquels les partis politiques existants ne sont pas bien adaptés, les postmatérialistes ont tendance à se tourner vers de nouveaux mouvements sociaux. [...] Les postmatérialistes sont devenus de plus en plus nombreux au cours des dernières décennies, et ils accordent moins d'importance à la croissance économique et plus d'importance à la qualité non économique de la vie. [Ils] recherchent des relations entre les gens qui soient moins hiérarchiques, plus intimes et informelles. Ce n'est pas que les postmatérialistes rejettent les fruits de la prospérité – mais simplement que leur hiérarchie des valeurs est moins fortement dominée par les impératifs qui étaient centraux dans la société industrielle naissante.

Source : Ronald INGLEHART, La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées, Economica 1993

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez la signification des deux données soulignées. (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Présentez deux déterminants de l'abstention électorale.	4 pts
3	A quoi correspond la démocratie délibérative ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Comment les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale ?

Document 1 : Montants moyens des prélèvements et prestations sociales en 2012 (en euros)

	Revenus moyens par unité de consommation par quantile				
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5
REVENUS AVANT REDISTRIBUTION	7266	15591	21474	28623	55292
PRÉLÈVEMENTS	-333	-1010	-2066	-3501	-10707
Financement de la protection sociale	-369	-857	-1420	-2073	-4304
PRESTATIONS	4332	1266	736	480	335
REVENU DISPONIBLE (revenus après redistribution)	11266	15847	20145	25602	44919

(1) Q1 : 20% des personnes les plus modestes... ; Q5 : 20% des personnes les plus aisées...

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : INSEE « France, Portrait social » Edition 2013,

Document 2 :

La création d'équipements collectifs (...) vise à « démarchandiser » l'accès à certains biens. Ici, l'égalité procède moins de l'égalisation des revenus que la mise à disposition de tous de biens longtemps réservés à quelques-uns. C'est le cas notamment des transports publics, de l'implantation des services publics, de l'éducation et de tous les équipements publics gratuits parce que leur charge est répartie sur l'ensemble des contribuables. Ces biens n'entrent pas directement dans la statistique qui mesure les inégalités sociales ; pourtant, eux aussi contribuent à l'égalisation progressive des places, puisque chacun peut en bénéficier. D'ailleurs la République a longtemps conçu son rôle social par rapport à l'équipement du territoire, chaque commune devant avoir une école, son collège, sa poste, son commissariat (...) etc. Les services publics et leur gratuité sont perçus comme des conditions de l'égalité des places.

Source : François Dubet, Les places et les chances, Seuil, 2010

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

1	Donnez la signification des données soulignées (document 1)	4 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 6 points

2	Quels sont les différents types de régimes politiques démocratiques ?	3 pts
3	Le vote est-il le seul moyen d'agir politiquement ?	3 pts

Baccalauréat 2016 – Sciences Economiques et Sociales
Epreuve orale de contrôle – Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 38

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Par quels moyens l'État peut-il contribuer à la réduction des inégalités ?

Document 1 : Déciles de niveaux de vie* avant et après redistribution (en euros constants 2013)

	Avant	Après
1er décile (D1)**	7 700	10 730
2ème décile (D2)	12 270	13 530
3ème décile (D3)	15 640	15 800
4ème décile (D4)	18 740	17 890
Médiane (D5)	21 690	20 000
6ème décile (D6)	24 810	22 340
7ème décile (D7)	28 700	25 230
8ème décile (D8)	34 300	29 580
9ème décile (D9)	44 580	37 200

Source : INSEE, Enquêtes revenus fiscaux et sociaux 2013

*Niveau de vie : revenu disponible par unités de consommation

**lecture : En France, en 2013, selon l'Insee, les 10 % les plus pauvres avaient un niveau de vie inférieur ou égal à 7700 euros constants avant redistribution.

Document 2 :

Une bonne partie de l'action des services publics (ou des entreprises soumises à des contraintes de service public) contribue à la réduction des inégalités, en faisant en sorte que chacun puisse, sans distinction de niveau de revenus, accéder à une offre de biens et de services essentiels. Comme le dit le préambule de la Constitution du 7 octobre 1946 : « La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement. » Même si la ségrégation spatiale reste vive, sans les contraintes des missions de service public, une bonne partie du territoire français n'aurait ni école, ni Poste... ni télévision ! La collectivité garantit l'accès de tous (ou presque) à des services comme les routes, la sécurité, l'éducation ou la santé. Dans le domaine du logement, malgré les insuffisances, le parc d'habitat social et les diverses allocations améliorent les conditions de vie des plus démunis. Evidemment, quand on y regarde de plus près, ceux qui ont les moyens de payer plus accèdent souvent à de meilleurs services, mais la situation serait incontestablement pire si chacun devait payer ces prestations selon une logique marchande.

Alternatives économiques, hors-série n°61, 2e trimestre 2004

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

1	Quelle est la signification de la donnée soulignée (document 1) ?	4pts
---	---	------

- Questions complémentaires de connaissances (sciences sociales et politiques) : 6 points

1	Distinguez le scrutin proportionnel du scrutin majoritaire	3 pts
2	A partir d'un exemple, présentez le vote sur enjeu	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle. Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que l'action des pouvoirs publics fait l'objet de débats quant à son efficacité.

Document 1 : Redistribution monétaire et niveaux de vie* en euros par unité de consommation en France en 2014

	Montant moyen pour les 20% les plus modestes (1)	Montant moyen pour les 20% les plus aisés (2)	Rapport (2)/(1)
Revenu avant redistribution (A)	6920	57080	8.2
Prélèvements (B)	340	11550	34
Prestations (C)	4520	340	0.075
Revenu disponible (A-B+C)	11100	45870	4.1

Champ : France métropolitaine

* Revenu disponible par unités de consommation

Source : INSEE, *France portrait social*, édition 2014.

Document 2 :

Prenons le cas de la santé publique. De fortes inégalités de santé et d'accès aux soins existent, mais il est clair que les 10% du haut de l'échelle ne se font pas soigner neuf fois plus que les 10% du bas. La gratuité (ou le faible coût) des soins y est pour beaucoup. L'existence d'un service public de santé, la couverture maladie universelle (CMU), etc. sont donc de puissants facteurs de redistribution, en dépit d'inégalités persistantes. Le même raisonnement vaut pour la plupart des services publics gratuits. Qu'en est-il de l'éducation publique, cas généralement cité pour mettre en cause l'impact redistributif des services publics ? Le coût, pour la collectivité, du parcours éducatif des enfants de milieux favorisés (études longues, filières « nobles » à taux d'encadrement et à coût annuel élevés) est en moyenne plus important que les études des enfants de milieux modestes. Les plus grands écarts concernent l'enseignement supérieur, auquel les enfants des ménages aisés accèdent dans une proportion bien plus élevée que ceux des ménages modestes (on passe de 18% pour les ménages du premier décile à 67% pour ceux du dernier). La dépense publique d'enseignement supérieur bénéficie donc plus aux ménages riches qu'aux pauvres.

Jean GADREY, *Alternatives économiques*, n°239, septembre 2005

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase donnant la signification de la donnée soulignée (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Définissez la notion de culture politique	3 pts
3	Illustrez la notion de « société civile organisée »	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 – Sciences Economiques et Sociales
Epreuve orale de contrôle – Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 40

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez comment les pouvoirs publics contribuent à la réduction des inégalités.

Document 1 : Taux de pauvreté (en %) au seuil de 60% du revenu médian

Pays	Avant redistribution	Après redistribution
Danemark	24,4	13,4
France	37,6	13,5
Allemagne	35,6	14,8
Espagne	31	20,6
Royaume-Uni	34,9	18,4
Etats-Unis	31,7	24,4

Source : Base de données OCDE, 2010

Document 2 :

L'enseignement est le domaine le mieux documenté pour évaluer les effets redistributifs de la fourniture de biens (collectifs) financés par l'impôt. Les dépenses d'éducation opèrent évidemment une redistribution horizontale, des ménages sans enfants vers les ménages avec enfants, à niveau de revenu équivalent. Mais elles opèrent également une redistribution verticale entre les familles, selon le niveau de revenu. En effet, le nombre moyen d'enfant par famille, et la durée moyenne de scolarisation diffèrent singulièrement selon le niveau de revenu. Si l'on découpe les ménages par niveau de revenu, on trouve plus de familles avec enfants en bas âge dans les déciles inférieurs. Les raisons sont multiples. Les revenus d'activité sont généralement croissants avec l'âge ainsi que les revenus du patrimoine. Les hauts déciles comportent ainsi davantage de ménages plus âgés. Par ailleurs, notamment pour les retraités, les enfants ne sont plus à charge [...].

Source : « Comment fonctionne vraiment la grande machine à redistribuer ? », Camille Landais, *Regards croisés sur l'économie*, 2007.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

1	Comparez la situation de la France en matière de pauvreté avant et après redistribution. (Document 1)	4 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (sciences sociales et politiques) : 6 points

2	Présentez la démocratie délibérative.	3 pts
3	Présentez des variables lourdes du comportement électoral.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales

Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 41

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que le marché du travail est segmenté.

Document 1 : Situation dans l'emploi en France selon le sexe et l'âge en 2014

	Répartition (%)			
	Ensemble	Femmes	Hommes	15-24 ans
Non-salariés	11,5	8,1	14,7	2,4
Salariés	88,5	91,9	85,3	97,6
<i>Dont :</i>				
<i>Intérimaires</i>				
<i>Apprentis</i>	2,1	1,3	2,7	6,3
<i>Contrat à durée déterminée</i>	1,4	1,1	1,7	16,0
<i>Contrat à durée indéterminée</i>	8,6	10,7	6,7	29,3
	76,4	78,8	74,2	46,0
Ensemble	100	100	100	100
Temps complet	81,0	69,2	92,2	75,3
Temps partiel	19,0	30,8	7,8	24,7

Source : INSEE, enquête emploi 2014

Document 2 :

Un quart des 15-24 ans présents sur le marché du travail sont au chômage, soit 730 000 personnes. La moitié de ces jeunes chômeurs sont dépourvus de diplôme (ou titulaires du seul brevet des collèges). Leur taux de chômage est quatre fois plus élevé que celui des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. Parce que les employeurs ont un préjugé défavorable à leur égard, mais surtout parce que, depuis trente ans, seuls les emplois salariés qualifiés (cadres, techniciens, infirmiers, pompiers, aides-comptables, etc.) ont vu leur nombre augmenter (+ 4,9 millions depuis 1982). Quant aux emplois non qualifiés, ils ont diminué (- 100 000). Le chômage des jeunes non qualifiés est de type structurel : il tient à la distorsion croissante - que la crise accentue - entre leur insuffisance de formation et le type d'emplois qui se créent. Si bien que le taux d'emploi des jeunes non diplômés entre 15 et 24 ans a été divisé par plus de deux depuis 1982. Seul un sur trois travaille, car les emplois qu'ils auraient pu occuper ont disparu.

Source : Denis Clerc, « Créer de l'emploi dans une France en crise », Alternatives Economiques, n°31 - janvier 2014.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez la proportion d'hommes et de femmes à temps partiel en France en 2014 (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Montrez que l'acte électoral est un rituel social et politique.	3 pts
3	Présentez et illustrez le rôle de la société civile organisée dans une démocratie.	4 pts

**Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.**

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales

Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 42

* Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Quels sont les effets sur l'emploi de l'instauration d'un salaire minimum ?

Document 1 :

Après des semaines de débat interne dans son parti, Angela Merkel a donné son accord pour l'instauration d'un salaire minimum pour les salariés des branches d'activité qui en sont démunies. [...] Beaucoup de secteurs d'activités, par exemple dans les services, l'hôtellerie ou la restauration, ne disposent pas d'accord salarial global. [...] C'est le paradoxe de la réussite allemande : la première puissance économique européenne est ressortie renforcée de la crise de 2008, mais le nombre d'emplois très mal payés a fortement augmenté ces dernières années. La flexibilité et la productivité ont été assurées par le recours au travail partiel et aux « mini – job », ces emplois peu qualifiés qui sont parfois payés 4 euros de l'heure. Selon une étude, 6,5 millions de personnes, soit 20 % de la population active, sont des travailleurs pauvres qui touchent moins de 10 euros bruts de l'heure.

Source : Caroline BRUNEAU, « L'Allemagne réfléchit à des salaires minimums »,
Le Figaro, 14 novembre 2011

Document 2 : Salaire minimum et taux de chômage dans différents pays

	Salaire minimum brut en 2013 (en euros par mois)	Taux de chômage en % (février 2014)
Belgique	<u>1501.8</u>	<u>8.5</u>
Irlande	1469.4	7.3
France	1430.2	10.4
Allemagne*	1290.0	5.1
Royaume-Uni	1264.3	7.1
Espagne	752.9	25.6
Grèce	683.8	27.5
Pologne	392.7	9.7
Hongrie	335.3	8.3
Lituanie	289.6	11.5

*Adoption de ce salaire minimum à partir de 2015

Source : Eurostat 2015

* Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez la signification des 2 données soulignées (document 2).	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

2	Présentez un exemple d'actions du répertoire politique contemporain.	3 pts
3	Présentez les moyens dont disposent les partis politiques pour mobiliser les électeurs.	4 pts

**Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire
sur cette feuille.**

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 43

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Montrez que le salaire ne dépend pas que du marché du travail.

Document 1 : Montant du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC)

Année	SMIC horaire brut en euros
2008 (à partir du 01/05/08)	8,63
2008 (à partir du 01/07/08)	8,71
2009 (à partir du 01/07/09)	8,82
2010 (à partir du 01/01/10)	8,86
2011 (à partir du 01/01/11)	9,00
2011 (à partir du 01/12/11)	9,19
2012 (à partir du 01/01/12)	9,22
2012 (à partir du 01/07/12)	9,40
2013 (à partir du 01/01/13)	9,43

Source : d'après INSEE, 2013.

Document 2 :

1884 Liberté d'association professionnelle ; il devient légalement possible de créer un syndicat.

1898 Loi sur les accidents du travail. La sécurité du travail relève des obligations de l'employeur.

1936 Accords Matignon (Front populaire), favorisant les conventions collectives et instaurant la semaine de 40 heures et les congés payés.

1945-1946 Série de lois et d'ordonnances⁽¹⁾ créant la Sécurité sociale (maladie, maternité et famille, retraite).

1950 Création du salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig).

1970 Création du salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic), dont le niveau peut augmenter avec la croissance du pays.

1998 et 2000 Lois Aubry instaurant les 35 heures.

Source : d'après « Le monde du travail : rationalisation et conflits », Bernard GAZIER, dans Les grandes questions économiques et sociales, sous la direction de Pascal COMBEMALE, 2009.

(1) Ordonnance : mesure prise par le gouvernement dans des domaines relevant normalement du domaine de la loi.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Calculez, en pourcentage, l'évolution du SMIC horaire brut entre 2008 et 2013. (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences Sociales et Politiques) : 7 points

2	Montrez que le vote n'est pas la seule forme d'action politique aujourd'hui.	4 pts
3	En quoi les groupes d'intérêt influencent-ils la prise de décision politique ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales

Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité SSP (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 45

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez qu'une baisse du coût du travail permet de lutter contre le chômage ?

Document 1 : Évolution du coût de la main d'œuvre et du chômage

Pays	Coût horaire de l'industrie manufacturière en 2008 en €	Coût horaire de l'industrie manufacturière au 3 ^e trimestre 2014 en €	Taux de chômage harmonisé en 2008	Taux de chômage harmonisé en 2014
Zone euro	27,69	32,55	7,6	11,5
Allemagne	33,37	37,93	7,4	4,9
Espagne	20,28	22,70	11,3	24
France	33,16	<u>36,81</u>	7,4	<u>10,5</u>
Finlande	30,12	36,06	6,4	8,9
Italie	24,02	28,02	6,7	13,2
Royaume-Uni	21,48	22,64	5,6	5,9

Source : Eurostat, enquêtes ECMO 2008 et enquêtes 2012 prolongée au 3^e trimestre 2014

Document 2 :

Le Pacte de responsabilité correspond à une baisse de 30 milliards d'euros de la fiscalité des entreprises: 20 milliards au titre du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) auxquelles s'ajoutent 10 milliards de baisse de cotisations sociales.

Les aides du Pacte sont moins ciblées sur les bas salaires (jusqu'à 3,5 SMIC) que les aides Fillon (jusqu'à 1,3 SMIC). Le financement du Pacte doit être assuré pour un tiers par une hausse de la fiscalité des ménages et pour deux tiers par une baisse des dépenses publiques. Il s'agit donc d'un choc d'offre positif d'une ampleur inégalée (1.5 point de PIB), peu ciblé sur les bas salaires, associé à un choc de demande négatif de même ampleur.

Les effets théoriques du Pacte en 2018 sont évalués entre 210 000 à 230 000 emplois créés soit une baisse du taux de chômage de 0,8 point et un gain de PIB de 0,2 point.

Si la baisse des charges des entreprises peut contribuer à résoudre le problème d'offre des entreprises (marges insuffisantes), l'économie française souffre aussi d'un problème de demande. L'effet récessif dû au financement du Pacte risque de limiter les créations d'emplois par manque de débouchés.

Source : OFCE, L'Économie française en 2015, La Découverte, coll. « Repères », 2014

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez la signification de chacune des données soulignées. (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (spécialité SSP) : 7 points

2	Présentez deux modes de scrutin.	3 pts
3	Illustrez les formes de la participation politique par 3 exemples.	4 pts

**Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.**

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que le coût du travail peut avoir un impact sur le niveau du chômage.

Document 1 :

Le coût du travail [...] ne doit pas être considéré isolement ; il doit être rapporté à la productivité de la main d'œuvre employée. [...] Comme la productivité est globalement élevée en France, les comparaisons internationales en matière de coût salarial ne sont, en général, pas défavorables à l'Hexagone. Même si l'évolution de la productivité en France connaît, en longue période, un ralentissement puisqu'elle recule de -2,6 points par an sur la période 1975-2005 par rapport à la période 1950-1975, on constate que, à l'intérieur de l'Europe, de 1995 à 2000, la productivité horaire du travail dans l'industrie a progressé plus vite en France qu'en Allemagne ou qu'au Royaume-Uni.

Source : Marc Montoussé *et al.*, *50 débats sur le travail*, Bréal, 2008.

Document 2 : coût salarial et taux de chômage

Pays	Coût de l'heure de travail (1) en €	Taux de chômage (2) en %
Suède	39	7,8
Allemagne	34	4,7
Belgique	33	8,6
Italie	28	12,4
Espagne	21	22,5
Portugal	13	13,2
France	<u>36</u>	<u>10,2</u>

Source : L'Expansion du 05/11/2015.

(1) Source Rexecode (dans l'industrie et les services marchands au premier trimestre 2015)

(2) Source OCDE (juin 2015)

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase avec les données pour la France (document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (spécialité SSP) : 7 points

2	Montrez comment les groupes d'intérêt contribuent au fonctionnement de la démocratie.	3 pts
3	Voter est-il le seul répertoire d'action politique ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2016 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité SSP (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 47

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que l'évolution de l'emploi rend plus difficile l'intégration par le travail.

Document 1 :

La fragilisation du lien unissant l'individu à son emploi est en partie [...] liée au chômage et aux politiques de flexibilité mais résulte aussi d'un conflit grandissant entre les attentes individuelles et la réalité de l'emploi. Les causes en sont multiples : distorsion entre les responsabilités et l'absence de reconnaissance (en terme de statut et de salaire), intensification du travail et augmentation du stress dans presque toutes les catégories d'emploi, décalage entre niveau de formation et emploi occupé, etc. Cette tension entre les exigences du travail et les attentes des individus s'inscrit enfin dans un nouveau monde où les individus ont de grandes aspirations pour leur propre vie. Plus personne ne veut perdre sa vie à la gagner, chacun souhaite réussir son existence, s'épanouir dans sa vie et dans son travail. D'où ce paradoxe : une très forte attente à l'égard du travail dont on escompte non seulement un revenu mais aussi un statut, une reconnaissance et un épanouissement personnel. Lorsque ces aspirations sont frustrées, beaucoup cherchent un moyen de changer de vie.

Source : J.F. Dortier, *La nouvelle tête de l'emploi*, Sciences Humaines n°210 – 2009

Document 2 : La pauvreté selon l'activité

La pauvreté selon l'activité Seuil à 50 % du niveau de vie médian			
	Nombre en milliers	Taux en %	Répartition de la population pauvre en %
Salariés	764	<u>3,4</u>	<u>20,8</u>
Indépendants	303	10,4	8,3
Chômeurs	760	25,9	20,7
Retraités	435	3,2	11,9
Inactifs	1 408	17,9	39,4
Ensemble	3 670	7,4	100

Champ : individus de 15 ans et plus, hors étudiants.

Source : Insee - Données 2012 - © Observatoire des inégalités, France métropolitaine

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase significative avec chacune des deux données soulignées (document 2)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (spécialité SSP) : 7 points

2	Comment la société civile organisée peut-elle contribuer au fonctionnement de la démocratie ?	3 pts
3	Montrez que le répertoire de l'action politique ne se limite pas au vote.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.